

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

CONDITION JURIDIQUE
DE L'ARTISAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le Mercredi 2 Juillet 1902, à une heure et demie

PAR

Christian DE CHAIGNON

Président : M. BAILLY, *doyen*.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. PERCEROU, agrégé.} \\ \text{M. ALLIX, agrégé.} \end{array} \right.$

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1902

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

CONDITION JURIDIQUE
DE L'ARTISAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le Mercredi 2 Juillet 1902, à une heure et demie

PAR

Christian DE CHAIGNON

Président : M. BAILLY, doyen.

Suffragants : { *M. PERCEROU, agrégé.*
 { *M. ALLIX, agrégé.*



DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Si la grande industrie a pris de nos jours un essor à tel point considérable que là où il y avait jadis de simples ateliers, il y a maintenant de vastes fabriques ou de grandes manufactures, le développement de la grande industrie n'a ni totalement absorbé la production, ni détruit l'atelier de l'artisan.

Les circonstances sont, il est vrai, à l'heure actuelle, tout particulièrement favorables à la grande industrie : l'amélioration des voies de communication, ainsi que la rapidité et le bas prix des transports ont étendu les débouchés et facilité l'écoulement des produits; la division du travail et le perfectionnement des machines ont donné à la grande industrie une supériorité incontestable; l'accroissement rapide des capitaux et la facilité de les grouper en constituant des sociétés anonymes dans lesquelles un

grand nombre de personnes sont intéressées pour des parts limitées, ont permis la réunion des ressources indispensables à la fondation et à la stabilité de grands établissements.

Malgré les avantages incontestables de la grande industrie, il y a encore chez nous de nombreux ateliers d'artisans, qui sont le véritable siège de la petite industrie, où le patron diffère peu de ses ouvriers, soit par l'éducation, soit par son genre de travail. Jusqu'à ces derniers temps, le seul mode de travail qui fut connu dans ces ateliers était le travail à façon, avec des matières premières fournies par la clientèle. Mais l'idée de spéculer sur un travail fait à l'avance se fit jour rapidement dans ces ateliers, par suite de certains événements, tels que la fréquence des foires et des marchés où afflue une certaine quantité de consommateurs à satisfaire immédiatement.

Ces ateliers subsistent pour des raisons d'ordre économique : la grande industrie ne peut pas, en effet, à elle seule absorber toute la production ; ainsi, les produits qui exigent de l'art ou du goût ne se font pas en gros, ils sont le propre de la petite industrie.

D'autre part, les travaux de réparation ou d'entretien échappent à la grande industrie : ils sont laissés à l'artisan, car s'il est possible de confectionner des objets dans de vastes manufactures, il est plus difficile de les réparer à l'usine. Ce travail ne peut se faire qu'au petit atelier local, d'autant plus qu'il faut souvent réparer sur place.

En outre, les différents représentants de l'indus-

trie à la campagne ou à la petite ville, tels que serruriers, menuisiers, charpentiers, etc., sont en général des artisans. On peut même aller plus loin et dire que la grande industrie elle-même a favorisé le développement des petits ateliers. Les établissements industriels tels que, par exemple, les établissements de marbrerie, créent dans certains centres de véritables foyers de petite industrie. Certains individus habitant la localité où se trouve la marbrerie ont pour métier, ainsi que cela se passe notamment dans le Jura, d'aller chercher, chez le donneur d'ouvrage, du marbre brut pour le polir ou le travailler dans leur petit atelier, où ils emploient parfois l'aide d'un compagnon ou d'un apprenti.

Les grands magasins, à Paris comme en province, occupent également des artisans qui travaillent chez eux et que l'on appelle : ouvriers du jouet de Paris, ou canuts de la Croix-Rousse, à Lyon.

D'après le rapport récent sur la petite industrie, fait par M. Pierre du Maroussem, délégué à cet effet par l'Office du travail, nous voyons que l'industrie du vêtement emploie non seulement des ouvriers, mais des artisans; c'est ce qu'exprime le passage suivant. Il existe à Paris « le marchand qui utilise un tailleur à façon en lui fournissant les étoffes tirées de son dépôt de vente. Dans cette catégorie rentrent certains grands magasins, moins bien outillés et moins bien achalandés que les précédents. Le marchand fait prendre les mesures par son tailleur annexe : quelquefois, il les prend lui-même, mais là s'arrête sa tâche industrielle; toutes les opérations sont effectuées au dehors. Les limites du commerce

et de l'industrie sont ici nettement tranchées. Le tailleur apparent est un commerçant. Le véritable tailleur, l'artisan, est un tailleur à façon, ne travaillant que pour un client unique, ce n'est pas un façonnier, mais un patron asservi (1). »

Pour toutes ces raisons, nous avons pensé qu'une étude sur les artisans aurait non seulement un intérêt théorique, mais aussi un intérêt pratique. Les artisans existent et sont nombreux. Or les recueils de jurisprudence nous montrent que la question de savoir si un individu est commerçant, ouvrier ou artisan, revient fréquemment devant les tribunaux. Le législateur aurait évité bien des discussions s'il eut défini l'artisan : il ne l'a pas fait et cependant il cite l'artisan à plusieurs reprises (2), et il s'en occupe d'une manière toute spéciale dans les diverses lois relatives aux patentes (3). C'est pourquoi nous essayerons, dans cette étude sur les artisans, de définir l'artisan, de le séparer de l'ouvrier et du manufacturier et d'indiquer l'intérêt pratique qu'il y a à distinguer les uns des autres ces trois sortes d'individus : ouvriers, artisans et manufacturiers.

(1) Office du travail. *La petite Industrie*, t. II : *Le Vêtement à Paris*, p. 23.

(2) Voir les art. 570, 1308, 1326 et 1384 du Code civil.

(3) Voir les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 2 juillet 1862, 2 août 1868, 15 juillet 1880, 17 juillet 1889.

CHAPITRE PREMIER

Définition de l'artisan.

Les commentateurs du Code de commerce définissent l'artisan, mais chacun d'eux l'envisageant sous un aspect différent, on ne peut pas considérer la profession d'artisan comme définie par ces auteurs d'une façon suffisante.

« Il ne faut pas confondre, dit M. Nouguiér, l'artisan et le manufacturier proprement dit. L'artisan loue son travail au jour le jour, il exécute au fur et à mesure les rares commandes qu'on lui donne, il n'achète pas pour fabriquer et revendre une grande quantité d'objets qu'il soumet à une manipulation (1). »

D'après M. Bédarride, le louage d'ouvrage et d'industrie ne constitue pas une profession commerciale. A cette question, un ouvrier est-il ou non

(1) Nouguiér. *Des Tribunaux de commerce*, t. I, p. 404.

commerçant, il faut répondre en examinant non pas l'industrie de l'individu, mais le développement de cette industrie. L'ouvrier qui n'a travaillé qu'à la façon sur des matières fournies par le maître n'est pas commerçant, il n'a jamais fait que des actes de louage d'ouvrage (1).

M. Beslay s'exprime ainsi : « Les artisans qui fabriquent eux-mêmes et qui gagnent non sur l'achat et la revente des matières fabriquées, mais seulement sur leur travail..... ne sont pas commerçants. Le principe de leur gain n'est pas la différence entre le prix de revient et le prix de revente ; le principe de leur gain, c'est leur travail (2). »

« Il est difficile de mettre au rang des commerçants, dit M. Pardessus, celui qui, par lui-même ou par le secours de ce qu'on nomme un compagnon ou un apprenti, travaille à confectionner des ouvrages livrés sur-le-champ aux consommateurs qui les lui ont commandés, et dont le temps ou le travail est plus cher que les matières qu'il fournit (3). »

M. Massé donne de l'artisan une idée des plus restreintes, car pour cet auteur, dès que l'artisan achète les matières premières dont il a besoin pour les commandes qu'on lui fait, il devient commerçant (4).

« Il importe, dit M. Molinier, de ne pas confondre l'artisan avec le commerçant..... L'artisan est celui qui exerce un art mécanique, un métier, et qui loue

(1) Bédarride. *Commentaire du Code de commerce*, t. I, nos 36 et suiv., p. 47.

(2) Beslay. *Des Commerçants*, p. 42.

(3) Pardessus. *Cours de droit commercial*, t. I, n° 81.

(4) Massé. *Droit commercial*, t. I, n° 49.

son travail moyennant une rétribution à laquelle on donne le nom de salaire. Il n'intervient qu'une location d'ouvrage entre lui et celui qui l'emploie. Cette location n'offre aucun caractère d'une spéculation commerciale (1). »

Enfin, M. Alauzet dit ceci : « Toutes les fois que la main-d'œuvre est pour lui (l'artisan) le principal et la rétribution qu'il en reçoit l'objet de sa poursuite, il n'est pas commerçant (2). »

De cette longue énumération des qualités qui distinguent l'artisan, nous pouvons tirer des conclusions intéressantes pour notre sujet. Si les commentateurs du Code de commerce ne donnent pas de l'artisan une idée assez vaste pour nous permettre d'affirmer qu'ils le définissent exactement et complètement, ils nous fournissent tout au moins de précieuses indications.

Nous pouvons dire que ce qui distingue l'artisan, ce sont les faits suivants : l'artisan travaille lui-même, de la même façon que son apprenti ou que son compagnon, d'un travail manuel. Il travaille tantôt pour son propre compte avec des matériaux achetés par lui, tantôt pour le compte d'autrui, mais à façon, avec des matériaux que lui fournissent ceux qui louent ses services. Il travaille soit seul, soit avec l'aide d'un compagnon ou d'un apprenti, comme il peut aussi s'associer avec d'autres artisans.

L'artisan travaille de ses propres mains. A ce point de vue, il ne faut pas le confondre avec l'artiste ou

(1) Molinier. *Droit commercial*, n° 112.

(2) Alauzet. *Juridiction commerciale*, n° 2040.

la personne exerçant une profession libérale. « Les arts mécaniques, dit M. Pardessus (1), sont ceux dans lesquels on travaille plus des mains que de l'esprit; on les appelle métiers, et ceux qui s'y livrent portent généralement le nom d'artisans; on appelle arts libéraux, ceux qui ont pour objet unique ou, du moins, principal, des travaux d'esprit, et ceux qui s'y livrent reçoivent le nom d'artistes. » Il ne faut donc pas dire avec M. Labori que, « d'une façon générale, l'on peut ranger dans la classe des artisans, ceux qui exercent une profession libérale, tels que les professeurs, les médecins, les dentistes, qui ne font pas actes de commerce (2) ».

L'artisan travaille pour son compte personnel, mais de deux façons différentes, c'est-à-dire, soit avec des matières premières qui lui appartiennent, soit avec des matières premières qu'on lui a confiées.

Dans le premier cas, la difficulté consiste à ne pas confondre l'artisan avec un commerçant exerçant la même profession. Nous verrons dans le cours de notre étude que tant que l'artisan ne spécule pas sur la revente des matières qu'il a achetées, il ne perd pas sa qualité d'artisan pour prendre celle de commerçant. C'est ainsi que l'on peut considérer comme artisan, le cordonnier, alors même qu'il achète le cuir nécessaire pour fabriquer les souliers qu'on lui commande, pourvu qu'il ne spécule que sur la plus

(1) Pardessus. *Droit commercial*, t. I, n° 35.

(2) Labori. *Répertoire encyclopédique du droit français*, V° Commerçant, n° 14.

ou moins grande quantité de travail qu'il peut donner et qu'il ne gagne que sur la façon (1).

Dans le second cas, l'artisan loue simplement son industrie au maître de l'ouvrage. Les diverses lois relatives à l'exemption de patente des artisans nous montrent ces derniers sous les deux aspects que nous venons d'indiquer.

Ainsi, la loi du 4 juin 1858 dispose : « L'exemption du droit de patente prononcée par l'article 13 de la loi du 25 avril 1844, en faveur des ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnon, apprenti, enseigne, ni boutique, est applicable aux ouvriers travaillant dans ces conditions pour leur propre compte et avec des matières à eux appartenant, comme à ceux qui travaillent à la journée ou à la façon. »

Ainsi encore, la loi du 15 juillet 1880 déclare que « l'ouvrier à façon, comme l'ouvrier qui travaille pour son propre compte avec des matières qui lui appartiennent, est exempt de patente, qu'il ait ou non enseigne ou boutique, pourvu qu'il n'ait ni compagnon ni apprenti ».

La jurisprudence nous fournit surtout des espèces où l'artisan ne travaille que sur des matières qui lui ont été confiées.

Les tribunaux déclarent artisans :

Le menuisier qui travaille les bois qu'on lui confie ;

Le meunier qui, par profession, moud le blé qu'on lui apporte.

Les tribunaux ont eu fréquemment l'occasion de

(1) Colmar, 22 novembre 1811, S. 14, 2, 148.

déclarer artisan le meunier qui se contente de travailler à façon (1), alors même qu'il vendrait la farine provenant du blé qui lui a été donné à titre de salaire. C'est ainsi qu'a jugé le tribunal de Bruxelles, dans un arrêt en date du 11 décembre 1852 (2) : « Attendu que les artisans ne sont commerçants que pour autant que, ne se bornant à travailler à mesure des commandes qu'ils reçoivent, ils fabriquent des objets qu'ils exposent en vente dans leurs boutiques ou magasins ; attendu qu'on ne peut poser en thèse générale des règles applicables à telles et telles professions, parce que, dans une profession, les uns peuvent être commerçants, les autres simples artisans, que, pour déterminer si celui qui exerce un métier est commerçant, il faut examiner s'il fait profession d'acheter habituellement pour revendre, sans s'arrêter à quelques actes fugitifs et isolés qui ne présentent pas un exercice assez fréquent pour constituer, en quelque sorte, cette position sociale ; attendu que les enfants X... n'achetaient pas de grains pour les revendre, mais se bornaient à moudre le grain d'autrui moyennant salaire, soit en argent, soit en nature, et à vendre la farine de leur propre récolte et celle qu'ils recevaient à titre de salaire payé en nature, que ces faits ne constituent que des actes d'exploitation agricole, que les actes de vente du produit du salaire en nature, en présence du concours de vente de produits de récolte, ne constituent pas une position sociale permanente

(1) Cassation, 19 février 1857, S. 57, 1, 381 ; P. 57, 906.

(2) Bruxelles, 11 décembre 1852, D. 54, 5, 122.

et habituelle, une profession d'acheter et de revendre, mais celle d'artisan exerçant un métier d'agriculteur..... »

D'autres arrêts se prononcent dans le même sens : tous font ressortir que le meunier qui se borne à convertir en farine le grain qu'on lui apporte n'est qu'un artisan (1).

La Cour de Rouen a déclaré artisan, le blanchisseur de linge qui loue habituellement ses services comme tel (2).

Sont encore artisans :

Le tailleur en robes, dont le travail se borne à confectionner des robes ou des ouvrages de couture sur pièces d'étoffes fournies ;

L'horloger qui s'occupe uniquement du nettoyage et de la réparation des montres et des pendules ;

Le plombier quand on lui fournit le plomb ;

Le simple batelier qui fait passer une rivière et qui ne spécule que sur l'emploi de ses forces ;

Le maître tailleur de pierres qui taille lui-même des pierres qui lui sont confiées à cet effet ;

Le briquetier qui loue son travail et son industrie à faire habituellement des briques pour le compte et avec les matériaux fournis par autrui.

La profession d'artisan avec ses éléments de travail manuel, pour le compte personnel de l'agent, sans esprit de spéculation commerciale, est susceptible de se rencontrer dans toutes les professions

(1) Besançon, 6 avril 1859, S. 59, 2, 521 ; D. 59, 5, 71. Besançon, 14 mai 1859, D. 59, 1200 ; D. 60, 5, 61.

(2) Rouen, 5 avril 1838, S. 39, 2, 300 ; P. 39, 1, 574.

qui, exercées sur une plus vaste échelle, sont qualifiées d'entreprises de manufactures. L'administration a été longue cependant à vouloir reconnaître la qualité d'artisan à certaines personnes dont la profession nécessitait un certain outillage. La jurisprudence suivit même, pendant un certain temps, les errements de l'administration, ainsi que nous le montrent certaines décisions du Conseil d'Etat (1).

Mais le Conseil d'Etat ne tarda pas à revenir sur son ancienne jurisprudence. Plusieurs arrêts nous prouvent, en effet, que le Conseil d'Etat, dès l'année 1856 (2), se montra plus équitable à reconnaître à certains individus la qualité d'artisan, tels qu'à un fabricant de poterie (3), à un tanneur (4), à un fabricant à métiers (5), travaillant les uns et les autres pour leur propre compte, sans faire acte de commerce.

Cette jurisprudence n'est plus contestée comme nous le montre l'instruction ministérielle suivante du 6 avril 1881, page 79: « Ils (les agents) remarqueront d'ailleurs que, vu les termes généraux dans lesquels est conçue la disposition législative accordant l'exemption de patente aux ouvriers travaillant dans les conditions énoncées au présent article, cette

(1) Conseil d'Etat, 28 mars 1860, D. P. 61, 3, 77. Conseil d'Etat, 15 février 1864, D. P. 64, 3, 99.

(2) Conseil d'Etat, 14 mai 1856, D. P. 57, 3, 6.

(3) Conseil d'Etat, 21 avril 1864, R. Conseil d'Etat, année 1864, p. 366.

(4) Conseil d'Etat, 18 juin 1872, R. Conseil d'Etat, année 1872, p. 387.

(5) Conseil d'Etat, 26 juin 1878, R. Conseil d'Etat, année 1878, p. 748.

exemption doit profiter à tous les ouvriers réunissant les conditions dont il s'agit, quel que soit le tableau auquel appartienne leur profession. »

L'artisan travaille souvent seul, mais il peut aussi avoir quelques compagnons et apprentis, ou même des ouvriers proprement dits, sans perdre pour cela sa qualité d'artisan s'il ne spéculé pas sur leur travail; le louage d'ouvrage n'est, en effet, un acte de commerce qu'autant qu'il se combine avec une entreprise de manufactures. Ainsi est artisan le maître tailleur d'un régiment qui est secondé par un nombreux personnel d'ouvriers militaires sur le travail desquels il ne spéculé pas, puisque son gain est soumis à un tarif(1) et qu'il ne rétribue pas lui-même ses ouvriers.

Est encore artisan celui qui se charge envers le propriétaire de la conversion d'un certain périmètre de schiste en ardoises, moyennant un prix proportionnel aux quantités par lui livrées, encore qu'il exécute son travail avec le concours d'autres ouvriers choisis par lui, s'il se borne à leur payer un salaire qu'il a reçu à cet effet (2).

Mais l'artisan qui travaille avec un compagnon ou un apprenti est soumis à la patente. C'est ce qui résulte de la loi du 15 juillet 1880.

L'artisan s'associe parfois avec d'autres artisans pour partager avec eux le produit de leur travail; la société que forment ces artisans est purement civile, alors même que cette société ferait des achats

(1) Rouen, 27 février 1901, D. 1902, 2, 137.

(2) Metz, 18 février 1869, D. 69, 2, 212.

pour revendre sans esprit de spéculation et comme conditions du travail des associés.

Telle est la société formée dans le but d'exploiter une scierie fonctionnant comme machine, à l'usage du travail personnel des associés.

Telle, la société formée entre des emballeurs de poissons salés. Cette association doit être réputée avoir pour objet l'exercice d'un métier d'artisan et non une entreprise commerciale.

Telle encore, la société formée par des artisans qui, sans avoir ni chantiers, ni entrepôts de matériaux, et sans faire de fournitures, se sont simplement associés pour exécuter des travaux de maçonnerie et de charpente (1).

(1) Chambéry, 14 mars 1863, D. 63, 5, 6.

CHAPITRE II

Séparation de l'artisan et de l'ouvrier.

§ I^{er} — *Ressemblances et différences.*

Il n'y a pas de confusion à faire entre l'artisan et l'ouvrier. S'il y a entre ces deux individus quelques points de ressemblance, les différences sont entre eux assez importantes et assez nombreuses.

L'ouvrier est « celui qui concourt, sous la direction d'un maître ou patron, auquel il a loué son travail au temps ou à la pièce, et non pour une opération déterminée, à l'exercice d'une profession manuelle ou d'un art mécanique (1). »

(1) Code de commerce annoté de Dalloz, art. 632, n° 336.

Ainsi sont ouvriers :

- 1° L'ouvrier briquetier payé à l'année ;
- 2° L'ouvrier mécanicien embauché par une compagnie de chemins de fer pour la réparation des machines (1) ;
- 3° L'ouvrier forgeron d'un entrepreneur de manufactures ;
- 4° L'ouvrier d'un entrepreneur de bâtiments.

L'artisan, de même que l'ouvrier, travaille de ses propres mains. Le louage d'ouvrage de l'artisan, pas plus que le louage de services de l'ouvrier, n'exclut le travail manuel et personnel. L'artisan est un petit industriel qui est bien souvent seul pour exercer son métier ; si son industrie nécessite l'aide de quelqu'un, il prend, en guise d'ouvrier, un compagnon ou un apprenti, mais l'artisan a le même labeur et la même tâche que son compagnon ou que son apprenti.

Le caractère civil de la profession d'ouvrier, comme le caractère civil de la profession d'artisan, n'est susceptible de soulever aucune difficulté. De même que le louage d'ouvrage ou d'industrie, le louage de travail ne suffit pas à faire attribuer à l'ouvrier la qualité de commerçant, que celui-ci passe son temps à l'atelier de son patron ou dans son propre domicile, qu'il soit payé à la journée ou à ses pièces.

Concourant à l'exercice d'une profession manuelle ou d'un art mécanique, sous la direction

(1) Conseil des Prud'hommes de la Seine, 16 octobre 1871, D. 72, 3, 72.

d'un maître ou d'un patron auquel il a loué son travail au temps où à la pièce, et non, comme le fait l'artisan, pour une opération déterminée, l'ouvrier ne fait pas plus acte de commerce que l'artisan quand il reste dans les limites de son métier.

Comme l'ouvrier façonne toujours une matière que son patron lui a confiée, et que, même s'il achète des matières premières, il ne peut, en somme, qu'acheter des fournitures accessoires sur l'achat desquelles il ne fait aucune spéculation, il est possible de déclarer que l'ouvrier ressemble à l'artisan quand il s'agit de déterminer, au point de vue de l'article 632, la nature de leur travail.

Mais si la profession d'ouvrier n'est pas susceptible par elle-même de faire obtenir à l'ouvrier la qualité de commerçant, celui-ci, aussi bien que l'artisan, peut devenir commerçant en faisant des actes de commerce, sa profession habituelle.

D'autre part, l'artisan peut devenir ouvrier, comme l'ouvrier devenir artisan, en changeant simplement sa façon de travailler. L'artisan devient ouvrier quand son engagement est au jour, au mois ou à l'an, il est alors justiciable du juge de paix en vertu du paragraphe 3, *in fine* de l'article 5, de la loi du 25 mai 1838. « Les juges de paix connaissent, porte l'article 5 de la loi précitée, sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever (paragraphe 3), des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'an, et de ceux qui les emploient. »

L'ouvrier devient artisan ou, tout au moins, se

rapproche de l'artisan quand il est payé tant la pièce ou tant la tâche : il devient alors entrepreneur d'ouvrage. Certaines professions n'admettent que le louage de services ; d'autres, au contraire, n'utilisent que le louage d'industrie ; enfin, il en est d'autres où les deux modes coexistent simultanément et sont tour à tour employés suivant la volonté des parties.

La principale différence entre l'artisan et l'ouvrier consiste en ce que l'artisan est à son compte, alors que l'ouvrier est aux ordres d'un patron. Nous avons dit dans notre définition de l'artisan (1) que celui-ci travaillait parfois pour le compte d'autrui. Il faut nous expliquer à ce sujet. L'artisan travaille pour le compte d'autrui, cela veut dire que l'artisan, quand il est façonnier, reçoit d'autrui la matière première, le drap, par exemple, pour en faire un vêtement ; à cet égard, l'artisan travaille pour le compte d'un individu. Mais, bien qu'il soit façonnier, bien qu'il ait pour clients un particulier ou un établissement industriel, l'artisan n'est pas pour cela l'ouvrier de ce client particulier ou établissement industriel : on ne peut pas dire, en effet, qu'il soit le préposé de celui ou de ceux qui lui donnent de l'ouvrage.

L'ouvrier proprement dit peut, lui aussi, travailler à façon, sans être pour cela un artisan. Les établissements industriels, tels que les établissements de couture, de cordonnerie, etc., ont à peu près tous actuellement substitué au travail à l'atelier, le travail à domicile et aux pièces. Mais il ne faut pas con-

(1) *Vid. supra*, p. 11.

fondre les ouvriers qui sont à la tâche avec les artisans. Le travail à domicile est simplement un moyen d'employer beaucoup d'ouvriers sans avoir besoin de trouver un local suffisant pour les réunir, et le travail à la tâche est un encouragement pour les ouvriers à produire davantage pour gagner en proportion du travail fait.

Les grands magasins, nous l'avons dit, peuvent occuper des artisans, mais ils emploient aussi et surtout des ouvriers qui comptent dans le personnel de l'établissement et qui dépendent de lui.

La distinction entre l'artisan façonnier et l'ouvrier travaillant chez lui à la tâche, est souvent délicate, mais nous pouvons poser cependant quelques règles à ce sujet. L'artisan, en sa qualité d'ouvrier à son compte, travaille souvent pour plusieurs particuliers, ou pour plusieurs maisons de commerce ; ayant à traiter avec différentes personnes ou avec différentes maisons, il ne dépend d'aucune.

Il sera bien rare, au contraire, de trouver un ouvrier proprement dit, travaillant à façon pour un particulier, sans dépendre de lui, sans être à son service, et si l'ouvrier loue son temps à un établissement quelconque, de couture ou de cordonnerie, par exemple, il s'en tiendra à celui-ci.

L'ouvrier proprement dit reste, d'autre part, chez lui, en chambre, sans apprenti ni compagnon.

L'artisan, au contraire, s'adjoit souvent un apprenti ou un compagnon : il peut même avoir enseigne et boutique. La loi du 15 juillet 1880, qui exempte les artisans du droit de patente, les en dispense, même s'ils ont enseigne et boutique. C'est

donc que le fait d'être artisan n'est pas incompatible avec le fait d'avoir enseigne et boutique. L'artisan peut donc avoir enseigne et boutique, ce que n'a jamais le simple ouvrier.

§ 2. — *Intérêt de la distinction entre artisans et ouvriers.*

La distinction entre artisans et ouvriers n'est pas seulement une distinction d'une importance théorique, elle est intéressante en pratique à plusieurs points de vue.

1^o La loi du 22 juin 1854 disposait que « les ouvriers de l'un et de l'autre sexe, attachés aux manufactures, fabriques, usines et mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels, ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons, sont tenus de se munir d'un livret ».

N'étaient pas tenues à l'obligation du livret, d'après la loi de 1854, les personnes travaillant pour les consommateurs, directement et sans intermédiaires, qui sont, en réalité, des entrepreneurs à façon, c'est-à-dire des artisans.

L'obligation du livret n'existe plus depuis la loi des 2-3 juillet 1890. « Le contrat de louage d'ouvrage, dit l'article 2 de cette loi, entre les chefs ou directeurs d'établissements industriels et leurs ouvriers, est soumis aux règles du droit commun

et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter. »

Ce n'est donc qu'à titre historique que nous donnons cette première différence.

2^e L'article 72 de la loi du 19 brumaire de l'an VI, sur les matières d'or et d'argent, porte que « les anciens fabricants d'ouvrages d'or et d'argent et ceux qui voudront exercer cette profession, seront tenus de se faire connaître à l'administration du département et à la municipalité du canton où ils résident, et de faire insculper dans ces deux administrations leurs poinçons particuliers, avec leurs noms sur une planche de cuivre à ce destinée ».

La question qui se pose est la suivante : Que faut-il entendre par fabricant ?

N'y a-t-il comme fabricant que celui qui a un certain outillage et des ouvriers, ou encore l'artisan, ou faut-il, au contraire, au point de vue de l'application de notre article, entendre encore par fabricant tout individu travaillant l'or et l'argent, même l'ouvrier à façon qui travaille chez lui pour le compte d'un patron ?

On considère généralement comme fabricant l'ouvrier qui travaille l'or ou l'argent pour son propre compte, qu'il en fasse, ou non, le principal objet de sa fabrication. Mais les auteurs ne s'accordent pas lorsqu'il s'agit d'indiquer, au point de vue de l'application de l'article 72 de la loi du 19 brumaire an VI, ce qu'est l'ouvrier à façon.

Dans une première opinion, on répute fabricant tout individu travaillant l'or ou l'argent dans son

domicile particulier, qu'il le fasse pour son compte personnel ou pour le compte d'autrui, pourvu qu'il ne soit pas chez un patron.

Ce qu'il y a de particulier dans cette opinion, c'est qu'au point de vue des formalités exigées par la loi de l'an VI, l'on n'établit aucune différence entre l'artisan et l'ouvrier qui travaille chez lui pour le compte d'un patron. L'important est la question de savoir, dans ce système, si l'ouvrier travaille chez lui ou à l'atelier d'un patron ; dans le premier cas, il est fabricant ; dans le second, il est ouvrier proprement dit, et n'est pas soumis à la loi de l'an VI.

Cette première opinion s'appuie sur le principe, qu'à défaut de règles spéciales sur la matière, il faut s'en référer aux règles générales et réputer fabricants ceux qui possèdent chez eux un certain outillage, même s'ils n'achètent et ne vendent ni or ni argent. Ces personnes-là, dit-on, sont simplement des fabricants d'un ordre inférieur.

D'autre part, la loi de brumaire n'a jamais distingué entre l'individu qui travaille pour son propre compte et celui qui travaille pour le compte d'autrui.

Pour avoir la définition du fabricant, dit-on dans un deuxième système, il faut la rechercher dans la loi sur les matières d'or et d'argent. Et cette loi laisse entendre clairement que le fabricant est celui-là seul qui passe pour tel aux yeux du public, qui imprime à son œuvre sa signature et qui en est responsable. L'ouvrier à façon, qu'il soit seul ou avec un apprenti, n'a aucune responsabilité vis-à-vis du public ; on ne peut donc pas le déclarer fabri-

cant, ni, comme tel, lui imposer les diverses obligations auxquelles la loi de l'an VI soumet les fabricants, à savoir : d'avoir un poinçon, de tenir un registre des achats et ventes et d'afficher chez lui un tableau portant certains articles de la loi.

Il y aurait donc, suivant cette opinion, un intérêt réel à distinguer l'artisan qui transforme, pour son propre compte, la matière première, de l'ouvrier à façon. Mais ce système a le tort de ne pas faire une distinction entre les ouvriers qui travaillent à façon comme artisans et les ouvriers proprement dits à façon, qui louent leur industrie à un patron.

Un troisième système interprète différemment, mais mieux, l'esprit de la loi de l'an VI. Dans cette opinion, pour savoir si l'ouvrier à façon est ou n'est pas fabricant, on recherche si l'ouvrier à façon travaille pour un seul patron ou s'il travaille pour plusieurs. Dans le premier cas, l'ouvrier à façon dépend du maître qui l'emploie ; son domicile est une succursale de l'atelier du maître, dont il n'est qu'un simple ouvrier : il n'est donc pas fabricant. Dans le second cas, l'ouvrier à façon, louant son industrie à plusieurs personnes sans dépendre d'elles autrement que d'une façon accidentelle, opère pour son propre compte comme artisan ; il est, dès lors, assimilable à un fabricant, et il peut, par conséquent, être déclaré soumis à l'accomplissement des formalités exigées par la loi sur les matières d'or et d'argent.

L'article 77 de la loi de l'an VI est ainsi conçu : « Les fabricants et marchands porteront au bureau des garanties, dans l'arrondissement duquel ils sont placés, leurs ouvrages, pour y être essayés, titrés ou

marqués, et, s'il y a lieu, être simplement revêtus de l'une des empreintes de poinçon prescrites à la deuxième section du titre I^{er}. »

En cas d'infraction à la loi, l'ouvrier à façon est-il personnellement responsable de la contravention ? Oui, s'il est artisan, c'est-à-dire si, au lieu d'être aux ordres d'un patron dont il est le préposé, il travaille pour plusieurs dont il ne dépend pas ; non, s'il est un simple ouvrier façonnier. Cette jurisprudence est conforme aux principes que nous soutenons. L'ouvrier n'est jamais que le représentant de son maître, il agit comme veut celui-ci ; l'artisan, au contraire, est libre à l'égard des gens qui l'emploient ; s'il commet une contravention, lui seul est responsable.

3° L'artisan qui façonne pour son propre compte des matières qu'il fournit lui-même, a les garanties que la loi accorde au vendeur d'objets mobiliers, qui n'est pas payé, c'est-à-dire un privilège (1), un droit de rétention (2), un droit de revendication (3) et un droit de résolution (4).

L'artisan exerce son privilège sous la condition que la chose vendue soit encore en la possession de l'acheteur ; il n'est pas nécessaire que la chose vendue soit dans le même état, pourvu qu'elle soit reconnaissable.

(1) Voir l'art. 2102, alinéa 4, du Code civil.

(2) Voir l'art. 1612 du Code civil.

(3) Voir l'art. 2102, alinéa 4, du Code civil.

(4) Voir les art. 1654 et 1184 du Code civil.

Aux termes de l'article 1612 du Code civil, l'artisan a le droit de retenir la chose qu'il a faite, jusqu'à ce qu'elle lui soit payée. Mais il faut pour que le droit de rétention existe, qu'il n'ait pas été donné de délai à l'acheteur pour le paiement de son prix d'achat.

Comme corollaire du droit de rétention, l'artisan vendeur d'un objet mobilier a un droit de revendication. Mais l'exercice du droit de revendication est subordonné aux conditions suivantes : que la vente ait eu lieu sans terme, que la revendication soit exercée dans la huitaine de la livraison, que la chose soit encore en la possession de l'acheteur et, enfin, que la chose vendue soit dans le même état.

L'artisan, dans notre hypothèse, a, en outre, un droit de résolution. C'est ce qu'exprime l'article 1654 du Code civil : « Si l'acheteur ne paie pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente. »

L'ouvrier proprement dit qui loue son travail au jour, au mois ou à l'an, n'a pas les garanties du vendeur puisqu'il ne fournit rien, ni même un droit de rétention puisqu'il n'est pas façonnier. Mais les ouvriers employés dans les fabriques, ainsi que les commis des marchands ou négociants, ont, d'après l'article 549 du Code de commerce, un privilège admis au même rang que les privilèges dont il est question dans l'article 2101, paragraphe 4, du Code civil.

L'artisan travaille aussi comme entrepreneur à façon : il a alors, par suite de sa créance, un droit de rétention sur les produits nés de son industrie,

pour paiement du prix de son travail, et il est payé par privilège sur le prix de l'objet retenu à titre de gage. Le Code civil allemand accorde également à l'entrepreneur à façon, pour ses créances provenant du contrat de louage d'ouvrage, un droit de gage sur les objets mobiliers faits par lui, pour le compte du maître de l'ouvrage (1).

L'artisan traite souvent avec un commerçant auquel il vend ses produits. Or, ce commerçant peut être déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire avant le paiement du prix de l'objet par lui acheté : les garanties de l'artisan vendeur se trouvent alors modifiées. Distinguons plusieurs hypothèses :

a) Lors de la faillite du commerçant, la livraison de l'objet mobilier vendu a déjà été effectuée, l'artisan est privé de toutes ses garanties : il devient créancier chirographaire du commerçant failli. L'article 550 du Code de commerce lui enlève son privilège et le droit de revendication, et il est certain, *a fortiori*, que son droit de résolution ne subsiste pas.

b) Lorsque survient la faillite du commerçant acheteur, les objets fournis sont expédiés. L'article 576 du Code de commerce accorde à l'artisan vendeur, dans cette hypothèse, un droit de revendication qui est, en réalité, le droit de résolution pour défaut de paiement du prix. Mais le législateur met des conditions à l'exercice de ce droit de résolution : il faut

(1) Voir l'art. 647 du Code civil allemand.

1° qu'il n'y ait pas eu paiement du prix ; 2° qu'il soit établi que les choses revendiquées soient les mêmes que les choses vendues ; 3° que la tradition des objets vendus n'ait pas eu lieu dans les magasins de l'acheteur ; 4° que les objets vendus par l'artisan n'aient pas été vendus postérieurement par le commerçant failli à des acheteurs de bonne foi, sur le connaissance ou la lettre de voiture et sur la facture qu'il tient de l'artisan.

c) A l'époque de la faillite de l'acheteur, les objets vendus par l'artisan n'ont pas encore été expédiés. L'artisan conserve alors toutes ses garanties, les créanciers du commerçant failli n'en seront pas lésés, puisque les marchandises vendues par l'artisan n'ont pas été livrées et n'ont pas pu, par conséquent, servir à donner du crédit au commerçant.

4° L'artisan qui travaille à façon ne peut réclamer son salaire qu'au moment où l'ouvrage, ou une portion de l'ouvrage dont il est chargé, a été vérifié ou agréé par le maître, ou encore quand le maître est mis en demeure de faire cette vérification. Si la chose vient à périr après l'accomplissement de ces formalités, les risques sont pour le maître de l'ouvrage ; dans le cas contraire, c'est l'artisan qui les supporte.

Quant à l'ouvrier proprement dit qui travaille au jour, au mois ou à l'an, il est payé à date fixe et non comme l'artisan, après l'acceptation du travail à faire.

5° D'après l'article 2271 du Code civil, l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrit par six mois, tandis que l'action des entrepreneurs d'ouvrage ne se prescrit que par trente ans (1). L'action des artisans qui sont des entrepreneurs d'ouvrage se prescrira donc par trente ans et non par six mois comme l'action des ouvriers.

Cependant, M. Baudry-Lacoutinerie, dans son *Précis de droit civil*, 5^e édition, tome III, n° 1707, dit ceci : l'expression ouvriers ou gens de travail (expression qui se trouve dans l'article 2271) comprend les artisans parce qu'ils font de petites fournitures. Mais cette opinion est contestable. Ce n'est pas, en effet, parce que les artisans ne font la plupart du temps que de petites fournitures, qu'il faut les confondre avec les ouvriers, au point de vue de l'application de l'article 2271 du Code civil.

Le Code civil allemand soumet les droits des artisans à une prescription de deux ans : « Se prescribent par deux ans, porte l'article 196 du Code civil allemand, les droits des marchands, fabricants, artisans et de ceux qui exercent une profession artistique, pour livraison des marchandises, exécution de travaux et gestion d'affaires d'autrui, y compris leurs déboursés, à moins que la prestation ne concerne la profession du débiteur. »

6° D'après l'article 1384 du Code civil, les artisans sont responsables du dommage causé par leurs

(1) Voir l'art. 2262 du Code civil.

apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. La responsabilité de l'artisan, comme celle des père et mère, est fondée sur une présomption légale de faute. La loi présume que le fait qui a causé le dommage est dû à un défaut de surveillance de la part de l'artisan. Mais il n'y a là qu'une présomption *juris tantum*, susceptible d'être combattue par la preuve contraire (1).

Dans le Code civil allemand, on part du principe que les actes du préposé n'atteignent la responsabilité du maître qu'autant qu'il y a faute de celui-ci. Mais le préposé n'a pas à prouver la faute du maître, qui est supposée.

L'ouvrier n'ayant pas de préposé, et ne travaillant pas pour lui-même, mais pour un patron, l'article 1384 ne lui est pas applicable.

7^o Les contestations qui s'élèvent entre patrons et ouvriers sont de la compétence du juge de paix ou des prud'hommes, si ces ouvriers appartiennent à la catégorie des ouvriers de fabrique ou de manufacture. C'est ce qui résulte des lois du 12 avril 1803 et du 18 mars 1806, ainsi que du décret du 11 juin 1809. C'est aussi ce qui résulte de plusieurs décisions de conseils de prud'hommes (2).

Les contestations qui peuvent s'élever entre les

(1) Comparer l'article 831 du Code civil allemand.

(2) Ainsi, décision du conseil des Prud'hommes de Besançon du 8 octobre 1897, rapportée dans la *Revue pratique du Droit industriel*, année 1898, p. 11; décision du conseil des Prud'hommes de Besançon du 26 novembre 1897, rapportée dans la même revue, même année, p. 13.

artisans et ceux qui les emploient sont de la compétence, soit du juge de paix, soit du tribunal civil, suivant les règles ordinaires.

Il a été jugé qu'il faut considérer comme artisan et non comme ouvrier justiciable du juge de paix, pour les contestations relatives au salaire, le maître briquetier qui s'est chargé de faire des briques au mille avec la matière première fournie par des cultivateurs, lui-même ne donnant que la main-d'œuvre (1).

M. Pardessus déclare que les ouvriers sont justiciables des tribunaux de commerce. « Les lois du 12 avril 1803 et 18 mars 1806, ainsi que les règlements subséquents, ont, par des raisons particulières, attribué à la juridiction commerciale la connaissance des contestations relatives aux engagements respectifs des entrepreneurs et des ouvriers employés dans les manufactures, fabriques et ateliers destinés à produire des choses qui entrent dans le commerce (2). » Mais il y a là méprise : les lois citées instituent le conseil des prud'hommes, et les contestations dont il est parlé sont soumises à ce conseil.

8° La qualité d'ouvrier est aggravante du délit de vol ; elle le transforme en crime puni de la réclusion, alors que l'article 401 du Code pénal punit le vol simple d'un emprisonnement de un à cinq ans. Mais pour qu'il y ait aggravation du délit de vol, il

(1) Bruxelles, 15 mars 1851, D. 51, 5, 89.

(2) Pardessus. *Cours de Droit commercial*, t. I, n° 37, p. 64.

faut non seulement que le vol ait été commis par l'ouvrier au préjudice de son maître, mais aussi que le vol ait été commis dans la maison, dans l'atelier ou dans le magasin du maître. Tout vol commis par un ouvrier, même au détriment de son maître, en dehors des lieux précédemment cités, n'est pas aggravé par la seule qualité d'ouvrier.

La qualité d'ouvrier est également aggravante du délit d'abus de confiance. « Quiconque, porte l'article 408 du Code pénal, aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

» Si l'abus de confiance, prévu et puni par le précédent paragraphe, a été commis par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de service à gages, élève clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion, etc. »

Mais pour qu'il y ait aggravation du délit d'abus de confiance, il faut que l'ouvrier travaille à l'atelier ou au magasin, sous l'autorité d'un maître auquel il a loué son travail. Il ne faut pas faire figurer parmi les ouvriers, mentionnés dans l'article 408,

les artisans qui travaillent à façon dans leur domicile et qui sont payés à la tâche (1).

9° D'après la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, les patrons de presque toutes les exploitations industrielles, d'un grand nombre d'entreprises commerciales et d'exploitations agricoles, sont responsables des accidents qui surviennent à leurs ouvriers pendant le cours de leur travail. Or, cette loi n'est pas applicable aux artisans employés par ces mêmes patrons, car les artisans sont à leur compte et non au service de ceux qui les emploient.

(1) Cassation, 1^{er} juin 1894, D. 97, 1, 425.

CHAPITRE III

Séparation de l'artisan, du manufacturier et du commerçant.

PREMIÈRE SECTION

SÉPARATION DE L'ARTISAN ET DU MANUFACTURIER

§ I^{er} — *Définition de l'entreprise de manufactures.*

Si l'on s'en rapportait à la définition du mot entreprise et à l'étymologie du mot manufacture, entreprise de manufactures voudrait dire : organisation d'un personnel et d'outils destinés à façonner les produits par le moyen du travail manuel.

La notion étymologique de l'entreprise de manufactures ne signifie plus rien à l'heure actuelle où les machines remplacent, à peu près dans toutes les grandes industries, le travail de l'homme.

« On appelle entreprise de manufactures, les opérations diverses par lesquelles une personne, soit à l'aide du concours d'ouvriers qu'elle salarie, soit avec des machines destinées à remplacer les forces humaines, fait subir à des denrées ou marchandises ou, plus généralement à des matières premières, des transformations plus ou moins profondes dans le but de les approprier aux besoins des consommateurs (1). »

La Cour d'Angers en a donné une définition semblable. « Il y a entreprise de manufactures, dit la Cour d'Angers, lorsque, dans un but de spéculation, pour réaliser des bénéfices, on se livre, à l'aide de capitaux avancés ou engagés dans l'opération, à la fabrication ou transformation d'une matière première par la main de l'ouvrier et qu'on réalise ainsi, par le travail salarié d'autrui, des produits industriels qui sont dans le commerce (2). »

Il y a deux sortes de manufacturiers, comme il y a deux sortes d'artisans : les uns se procurent eux-mêmes les matières premières et les transforment en différents objets, c'est le fait de celui qui achète du fil, de la laine, de la soie qu'il transforme en toile, en drap ou en satin ; les autres reçoivent d'autrui la matière brute et se bornent à la mettre en œuvre : on les appelle façonniers.

Les manufacturiers de la première catégorie sont commerçants à un double titre ; d'une part, parce qu'ils achètent la matière première pour la reven-

(1) Répertoire de Fuzier-Herman. V^o Acte de commerce, n^o 700.

(2) Angers, 26 décembre 1856, D. 56, 2, 114.

dre, après l'avoir travaillée; d'autre part, parce qu'ils spéculent sur le travail de leurs ouvriers ou sur les services rendus par leurs machines.

Les manufacturiers de la seconde catégorie sont exclusivement commerçants en vertu de leur spéculation, soit sur l'emploi de leurs machines, soit sur le travail de leurs ouvriers. C'est pour eux qu'est écrit le paragraphe 3 de l'article 632 du Code de commerce.

La distinction entre l'entrepreneur qui met en œuvre, pour les revendre, les matières premières lui appartenant, et l'entrepreneur à façon n'offre pas grand intérêt. Il y a cependant une différence à signaler entre eux, dans le cas où, par exemple, il y a doute sur le point de savoir en présence de qui l'on se trouve, d'un entrepreneur ou d'un artisan. Si l'individu en question fournit la matière première, on peut dire *a priori* qu'il est entrepreneur de manufactures; dans le cas contraire, on dira que l'on se trouve en présence d'un simple artisan.

Le manufacturier, de même que l'artisan, fait un louage d'ouvrage lorsqu'il transforme en objets utiles la matière brute qui lui a été confiée. Néanmoins, l'entrepreneur de manufactures est un commerçant, alors que l'artisan est un non-commerçant. La raison en est que si le louage d'ouvrage n'est pas en principe commercial, il le devient si celui qui loue son industrie ne se borne pas à tirer profit de son travail personnel, mais spéculé en même temps sur le travail d'autrui. Tandis que l'artisan spéculé surtout sur l'emploi de ses forces, soit qu'il travaille seul, soit qu'il s'adjoigne un compagnon ou

un apprenti, l'entrepreneur de manufactures achète des outils et des machines, loue les services d'ouvriers sur le travail desquels il spéculé et se porte intermédiaire entre le producteur et le consommateur.

§ 2. — *L'artisan n'est pas un entrepreneur de manufactures.*

M. Nouguiér, après avoir remarqué que l'artisan travaille pour vivre et que le manufacturier travaille pour s'enrichir, caractérise ainsi les actes de l'artisan en les comparant aux actes du manufacturier (1) : « L'acte commercial ou l'acte civil consistera alors dans le plus ou dans le moins. Ce qui établira la distinction entre eux, c'est la multiplicité des affaires, l'importance de l'établissement, la nature et la quantité des commandes, le grand nombre des ouvriers embauchés. Car c'est dans ces faits que réside ou l'esprit de spéculation, ou seulement le désir d'agrandir les ressources de la vie. Cette difficulté qui réside dans l'appréciation des faits est abandonnée à la prudence des magistrats. »

M. Thaller donne un autre critérium permettant de distinguer l'artisan du manufacturier.

« Les artisans, dit M. Thaller, sont des travailleurs n'opérant pas aux gages d'une maison déterminée, indépendants, et qui, moyennant prix faits,

(1) Nouguiér. *Traité des actes de commerce*, 2^e éd., t. I, n^o 216 et 218.

façonnent des produits sans devenir commerçants. Ils ont une clientèle de consommateurs : ils réfectionnent les articles déjà parvenus chez celui qui s'en sert pour son emploi courant et qui ne doivent plus sortir de ses mains. On ne peut considérer, comme circulant, un produit arrivé chez son possesseur définitif et qui, simplement avarié, doit être remis à neuf pour un complément d'usage. Tel le charron ou le maréchal ferrant, dans la plupart des cas ; le serrurier qui vient opérer à domicile, le tailleur ou le savetier qui répare les anciens habits ou les chaussures, les entreprises de dégraissage. Il importe peu que cet artisan ait avec lui des compagnons ou des aides, que le travail soit fait sous sa direction ou par lui-même, que son métier entraîne la vente accessoire de menues fournitures, comme pièces d'étoffe ou de cuir, clouteries ou autres objets. Ce qui doit être retenu, c'est qu'il ne s'interpose pas dans un produit neuf ou destiné aux échanges, mais vient prolonger l'usage d'un produit en cours de circulation. »

Voilà pour une catégorie d'artisans, pour ceux qui reçoivent des produits déjà parvenus chez le consommateur afin de les perfectionner et de les accommoder aux goûts des clients. Mais que dire d'une autre catégorie de travailleurs, de ceux qui reçoivent pour leur faire subir des modifications, des marchandises en cours de circulation ? Il n'est pas possible, dit M. Thaller, dans cette hypothèse, de déclarer, d'une façon générale, commerçants cette catégorie de façonniers, artisans ou ouvriers à façon, « autrement, les personnes qui iraient prendre des

articles de couture dans les magasins de nouveautés, les ouvriers du jouet de Paris et beaucoup d'autres modestes industriels en chambre, que de grandes et moyennes maisons font concourir à leurs marchés de commandes, deviendraient autant de commerçants eux-mêmes ».

Quel est donc, dans cette hypothèse, se demande M. Thaller, le critérium qui permettra de reconnaître l'artisan de l'entrepreneur de manufactures ?

Faut-il s'attarder à rechercher si l'agent emploie des ouvriers sur le travail desquels il spéculé ou s'il travaille seul, pour donner le titre de manufacturier au premier et appeler artisan le second ?

Non, le tâcheron de la Croix-Rousse, à Lyon, qui reçoit la soie en filé et qui la rend en étoffe, peut être commerçant, même s'il travaille seul, mais il est alors son principal ouvrier ; le vrai critérium est dans la question de savoir si l'agent est, ou non, maître de maison. « Tout commerçant est maître de maison. Sa profession ne saurait se baser sur un louage de services qui l'obligerait à accepter la discipline d'un supérieur. Il traite avec d'autres sur un pied d'indépendance et à un commun niveau. Par là, ni l'ouvrier, ni le commis ne font actes de commerce, leurs fonctions impliquant soumission à un chef. »

Cette soumission a pour effet de faire travailler le subalterne chez le patron, mais la chose n'est pas nécessaire : dans certaines parties de la France, on a substitué au travail à l'usine le travail au dehors ; il n'y a pas moins louage de services de la part du préposé. « Quand saura-t-on au juste que le preneur

d'ouvrage, travaillant à son logis, est indépendant, c'est-à-dire façonnier et commerçant, ou, au contraire, subordonné et assimilable à un ouvrier? L'importance du matériel dont il a assumé les frais et qui chômera à ses dépens, le cas échéant, entrera sans doute en considération, comme on pourra considérer aussi le fait d'avoir embauché des ouvriers à ses propres ordres..... Mais ce qui sera surtout significatif, c'est de savoir si le tâcheron est attaché à une maison déterminée ou s'il s'est réservé toute liberté, travaillant pour un industriel, de travailler pour un autre. Dans la première de ces deux hypothèses seulement, sa position d'inférieur ou de subalterne aura un caractère manifeste et prononcé, le droit du commerçant cessera de s'appliquer à lui (1). »

Nous ne partageons pas complètement les idées de M. Thaller. Si M. Thaller distingue, avec raison, l'artisan qui travaille à façon de l'ouvrier à façon, si même il présente, à juste titre, l'artisan comme un travailleur indépendant, même lorsqu'il travaille à à façon, nous ne pensons pas qu'il faille dire que l'artisan devient commerçant, en tant qu'entrepreneur de manufactures, autrement que par l'idée de spéculation sur le travail d'autrui ou sur les services rendus par les machines.

Nous ne croyons donc pas que le tâcheron de la Croix-Rousse, qui reçoit la soie en filé et qui la transforme en étoffe, soit un commerçant lorsqu'il travaille seul.

(1) *Annales de Droit commercial*, année 1895, p. 178, 191 et suiv.

§ 3. — *Comment l'artisan devient-il manufacturier ?*

L'artisan devient manufacturier lorsqu'à son travail manuel et personnel il ajoute le travail d'autrui sur lequel il spéculé. Il importe peu, dans ce cas, que l'artisan travaille sur matières fournies ou sur matières par lui achetées pour être revendues après avoir été travaillées. Si l'artisan travaille avec des matières qu'il a achetées, il devient commerçant en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 632 du Code de commerce, et manufacturier en vertu du paragraphe 3 du même article. Si l'artisan travaille, au contraire, avec des matières premières qui lui ont été confiées, il sera déclaré manufacturier à cause de son intention de spéculer sur le travail d'autrui. Car, en vertu du principe que nous avons énoncé ci-dessus, l'entreprise de manufactures consiste dans la spéculation sur le travail d'ouvriers ou sur les services rendus par les machines. L'artisan qui spéculé sur le travail de ses ouvriers ou de ses machines, devient intermédiaire entre ses machines ou ses ouvriers, d'une part, et le public, d'autre part; il devient, dès lors, manufacturier.

C'est donc par la spéculation que l'artisan devient entrepreneur de manufactures, et non, comme le veut M. Alauzet, par la continuité ou par la répétition des mêmes actes (1). Sans doute l'article 632, paragra-

(1) Alauzet. *Commentaire du Code de commerce*, 3^e éd., t. VIII, n^o 2974.

phe 3, du Code de commerce, en plaçant au nombre des actes de commerce l'entreprise de manufactures, suppose par là un nombre d'actes suffisamment nombreux pour mériter le nom d'entreprise, mais ce n'est pas seulement cette plus ou moins grande multiplicité des mêmes actes qui fait de l'artisan un commerçant, c'est la spéculation s'exerçant sur le travail des ouvriers ou sur l'utilité des machines. Ainsi, est manufacturier, celui qui tient un atelier où il occupe de nombreux ouvriers à certains travaux de confection (1).

Il faut encore considérer comme manufacturier le cordonnier, qui spécule sur le travail de ses ouvriers ; le charpentier, qui emploie à façonner les bois nécessaires à la construction une certaine quantité d'ouvriers ; comme aussi le maître tailleur de pierres lorsqu'il se trouve dans les mêmes conditions (2), ou encore le meunier, qui, tout en se bornant à moudre le blé qu'on lui confie, occupe à cette tâche un nombreux personnel.

§ 4. — *Intérêt de la distinction entre artisans et manufacturiers.*

Il y a le même intérêt pratique à séparer l'artisan du manufacturier qu'à distinguer l'artisan du commerçant (3).

(1) Cassation, 8 août 1867, D. 68, 1, 41 et la note.

(2) Cassation, 15 décembre 1830, P. 31, 1, 142.

(3) *Vid. infra*, p. 74.

DEUXIÈME SECTION

SÉPARATION DE L'ARTISAN ET DU COMMERÇANT

§ 1^{er} — *L'artisan n'est pas un commerçant.*

Le nouveau Code de commerce allemand contient une disposition aux termes de laquelle l'industrie de l'artisan est exclue des professions commerciales. « Est réputé commerçant, porte l'article 1^{er} du Code de commerce allemand, quiconque exerce une profession commerciale. Est considérée comme telle... (paragraphe 2), l'entreprise qui a pour but de faire subir pour le compte d'autrui une main-d'œuvre ou une transformation à des marchandises, pourvu, toutefois, que cette entreprise ait les limites d'un simple métier manuel. »

D'autre part, d'après l'article 4 du Code de commerce allemand, « les dispositions relatives aux raisons et aux livres de commerce, ainsi qu'aux procurations, ne s'appliquent ni aux artisans, ni aux personnes dont l'industrie ne dépasse pas la limite d'un petit métier. »

L'article 5 du Code de commerce hongrois cherche également à trouver la limite, difficile à saisir, qui sépare le commerce proprement dit de la petite industrie, comportant nécessairement des opérations d'achats et ventes. « Les dispositions de la présente

loi, dit l'article 5, sur la raison commerciale et les procurations ne sont pas applicables, en général, aux revendeurs et aux colporteurs et ne le sont aux fripiers, aux aubergistes et aux voituriers ordinaires, aux matelots et aux autres industriels, que lorsque leur profession dépasse le cercle de petite industrie.

» Les associations de revendeurs et de colporteurs ne sont pas considérées comme des sociétés de commerce et celles qui ont pris naissance pour l'exercice des professions ci-dessus énumérées, ne sont considérées comme telles que lorsqu'elles dépassent les limites de la petite industrie (1). »

Notre législation ne contient pas de dispositions semblables. Mais les principes généraux suffisent à nous prouver que l'artisan qui reste dans les limites de sa profession, ne fait pas acte de commerce.

L'artisan, en effet, loue-t-il simplement son industrie, le louage d'ouvrage ou d'industrie ne peut pas à lui seul constituer un acte de commerce ; si nombreux que soient les louages d'ouvrage, ils sont impuissants à faire attribuer à quelqu'un la qualité de commerçant. La personne, qui, de ses propres mains, fabrique des produits industriels ou concourt simplement à des travaux de réparation ou de conservation, ne fait pas de spéculation commerciale, elle ne travaille que sur l'attente d'un salaire.

L'artisan achète-t-il des outils, les achats d'outils faits par les artisans pour l'exercice de leur profes-

(1) Les mêmes distinctions sont faites dans l'ancien Code de commerce allemand, art. 10.

sion, ne sont pas actes de commerce, puisque ces outils ne sont pas destinés à être revendus. Il en serait autrement des achats d'outils faits par des commerçants, lesquels seraient commerciaux en vertu de la théorie de l'accessoire.

Les outils de l'artisan lui sont nécessaires à gagner son salaire et si les artisans comprennent dans le prix de leur travail le loyer de leurs outils, on ne peut cependant pas dire qu'il y ait spéculation de leur part sur le louage de leurs outils.

D'autre part, il est certain que le fait pour un artisan d'acheter habituellement de la matière première de valeur peu importante et qui n'entre pas en ligne de compte dans le prix de l'objet fabriqué, ne contribue pas à rendre celui-ci commerçant. Ainsi, un artisan qui achète du fil pour fabriquer de la dentelle, le tailleur d'habits qui fournit le fil destiné à la couture de vêtements qu'il est chargé de faire avec des étoffes qu'on lui confie, le menuisier qui se charge d'acheter les clous nécessaires à la confection de meubles dont il a déjà les bois, ne sont ni les uns, ni les autres, des commerçants.

On peut même aller jusqu'à dire que l'artisan est en principe un non-commerçant, même lorsqu'il travaille pour son propre compte avec des matières premières par lui achetées. Ne peut-on pas soutenir, en effet, que les achats pour revendre que font les artisans, ne sont pas actes de commerce, parce que ces achats pour revendre sont faits pour l'exercice d'une profession que la loi ne traite pas comme commerciale (1). L'article 632 du Code de com-

(1) Arg., art. 1308 du Code civil.

merce semble dire cependant le contraire, en déclarant actes de commerce « tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre ». Mais il importe, dans le commentaire de l'article 632 du Code de commerce, alinéa 1^{er}, de distinguer plusieurs sortes de travail ; d'une part, le travail accessoire qui ne transforme pas la chose au point de la rendre méconnaissable, et qui n'enlève pas à l'achat de la chose destinée à être revendue le caractère d'acte commercial, et, d'autre part, le travail qui est tel qu'il fait de la chose achetée un objet nouveau dont l'aliénation est une vente et non une revente, et qui n'a de valeur que par le travail de l'ouvrier. Or, n'est-ce pas là le travail de l'artisan (1).

L'artisan est encore un non-commerçant lorsque le louage qu'il fait pour sous-louer est dépourvu de tout esprit de spéculation, comme cela arrive, par exemple, aux cochers de voitures de place qui, moyennant une rétribution fixe par jour, par semaine, ou par mois, qu'ils payent aux propriétaires de ces voitures, gardent pour eux ce qu'ils reçoivent des particuliers.

Mais nous ferons remarquer à la fin de ce paragraphe que si nous disons que l'artisan est un non-commerçant, ce n'est pas à cause de sa qualité de petit industriel. Nous n'avons pas, dans notre code, de disposition excluant du commerce la petite industrie. Chez nous, à la différence de ce qui a lieu dans

(1) Voir Rouen, 27 février 1901, D. 1902, 2, 137.

certain pays, tout individu, qui satisfait aux articles 1^{er} et 632 du Code de commerce, doit être déclaré commerçant.

C'est ainsi qu'il faut considérer comme commerçant le marchand des quatre saisons qui achète pour revendre avec l'idée de spéculation (1).

§ 2. — *Comment l'artisan devient-il commerçant ?*

Avant l'abolition des anciennes corporations, lorsque l'industrie et le commerce étaient réglementés, le commerçant se distinguait aisément du non-commerçant.

Avant 1789, on ne pouvait être commerçant si l'on n'avait pas été admis à la maîtrise et si l'on n'avait pas subi, au préalable, un apprentissage susceptible d'offrir des garanties de capacité et de moralité. Le commerçant était soumis à la corporation, et celle-ci était régie par des lois spéciales. La loi du 2 mars 1791 anéantit cet état de choses en proclamant la liberté de l'industrie. Il est donc tout naturel, sous l'empire d'un principe de liberté commerciale, de faire résulter la qualité de commerçant de certains faits limitativement prévus par la loi. Quels sont donc ces faits ?

(1) Il est vrai que, dans une seconde opinion, on refuse la qualité de commerçant au marchand des quatre saisons, ainsi qu'à tous ceux dont le fonds est renfermé dans une hotte ou étalé dans un éventaire. Ces personnes, dit-on, font assurément des achats pour revendre, mais elles achètent sans esprit de spéculation et ne gagnent qu'un simple salaire d'ouvrier pour la peine prise dans la vente au détail d'objets de leur industrie.

Est-ce à la profession que l'on reconnaît le commerçant ? Non, telle profession est ou n'est pas commerciale suivant les cas.

Est-ce au fait de tenir magasin ou boutique des produits de son travail ? Pas davantage. Cette circonstance ne peut à elle seule modifier le caractère des actes d'un individu. En sens contraire, MM. Lyon-Caen et Renault décident qu'il faut regarder l'achat d'un objet mobilier fait avec intention de le revendre comme commercial, et l'ouvrier comme commerçant, s'il tient magasin ou boutique des produits de son travail, car il est alors marchand (1). MM. Lyon-Caen et Renault expriment par là que l'artisan qui a magasin ou boutique, n'achète pas seulement la matière première au fur et à mesure des commandes qui lui sont faites, mais qu'il l'achète d'avance pour la travailler et pour exposer dans ses vitrines les produits de son travail.

Est-on commerçant parce que l'on paie patente ? Ce serait commettre une grosse erreur que de confondre la qualité de commerçant avec la circonstance que l'on est inscrit au rôle des patentes. La Cour de Lyon a jugé que la qualité de commerçant est indépendante de l'inscription au rôle des patentes (2).

Pour qu'un individu soit déclaré commerçant, il faut qu'il soit justifié qu'il réunit en sa personne les conditions requises par la loi (3).

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de Droit commercial*, 2^e éd., t. I, n° 118, p. 106.

(2) Lyon, 21 juillet 1882, G. P. 83, 2, 146.

(3) Bordeaux, 10 décembre 1846, D. 47, 2, 120.

L'article 1^{er} du Code de commerce nous dit ce qu'il faut entendre par commerçants : « Sont commerçants, ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle. »

Les actes de commerce sont énumérés dans l'article 632 du Code de commerce (1). « La loi réputé actes de commerce : tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage ;

» Toute entreprise de manufactures, de commission de transport par terre ou par eau ;

» Toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires, établissements de ventes à l'encan, de spectacles publics ;

» Toute opération de change, banque et courtage ;

» Toutes les opérations des banques publiques ;

» Toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers ;

» Entre toutes personnes, les lettres de change. »

Donc l'artisan deviendra commerçant s'il fait des actes de commerce sa profession habituelle.

a) L'artisan ne devient commerçant qu'en faisant des actes de commerce. L'artisan, comme toute personne, est commerçant, quand il fait d'une façon habituelle des actes de commerce quelconques. Mais, comme en pratique, l'artisan ne devient commerçant qu'en faisant deux sortes d'actes de com-

(1) Il ne s'agit, dans notre paragraphe, que des actes de commerce terrestres ; les actes de commerce maritimes sont énumérés dans l'art. 633 du Code de commerce.

merce désignés par l'article 632 du Code de commerce, par ces mots : achats de denrées et marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées, et entreprise de manufactures, nous laisserons de côté; dans notre étude sur les artisans, les autres actes de commerce. Nous avons vu précédemment comment l'artisan devient manufacturier, nous nous attacherons à montrer exclusivement, dans ce paragraphe, comment l'artisan devient commerçant en faisant, d'une façon habituelle, des achats de denrées et de marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre.

L'artisan fait des achats pour revendre, quelle est la nature de ces achats ?

D'après les jurisconsultes italiens du seizième et du dix-septième siècle, les artisans auraient toujours été des non-commerçants; le manufacturier seul aurait été commerçant : « On demande, dit Straccha, si celui qui achète des marchandises pour les revendre, après les avoir transformées par son propre travail, est commerçant ? Je pense qu'il est artisan et non pas commerçant. Celui-là n'est pas commerçant qui achète une chose non pas pour la revendre sans lui avoir fait subir aucune transformation, ni modification préalable, mais pour en faire la matière de son propre travail. »

L'opinion, d'après laquelle l'artisan ne serait jamais commerçant, était alors si générale en Italie, que là où on défendait aux Juifs de se livrer au commerce, on ne leur défendait pas de fabriquer eux-mêmes comme artisans.

En France, il s'est formé plusieurs opinions autour de la question.

Dans une première opinion, on fait la distinction suivante : les artisans qui n'achètent et ne travaillent les matières premières dont ils ont besoin, qu'au fur et à mesure des commandes qu'ils reçoivent, ne font pas des actes de commerce. Mais il faut regarder l'achat comme commercial, et l'artisan comme commerçant, s'il confectionne d'avance les objets qu'il met en vente.

Dans cette opinion, le fait de n'acheter la matière première que selon les commandes faites par les particuliers, serait synonyme de non commercialité pour défaut de spéculation, tandis que l'achat fait à l'avance de matières premières, destinées à la confection ou à la fabrication de produits à vendre à tout venant, serait synonyme de spéculation, et, par conséquent, de commercialité.

« Le cordonnier, dit M. Molinier, achète la matière première dont il se sert pour confectionner des chaussures, mais lorsqu'il ne travaille qu'à mesure que des commandes lui sont faites, son industrie consiste plutôt dans un louage d'ouvrage que dans une spéculation sur des achats de matières premières pour les revendre après leur avoir fait subir une transformation. On ne peut pas dire que sa profession consiste à acheter pour revendre : on dira, au contraire, avec plus d'exactitude que l'exercice de son état consiste principalement dans le louage de son travail (1). »

(1) Molinier. *Droit commercial*, t. I, n° 115.

Et M. Molinier conclut en disant que, dans cette hypothèse, ce cordonnier n'est pas commerçant ; il le serait, au contraire, s'il achetait des cuirs pour confectionner des chaussures à l'avance, afin de les débiter à tout venant.

M. Pardessus est du même avis (1) : il refuse la qualité d'artisan à celui qui se procure, à l'avance, la matière première pour la travailler et pour être à même de satisfaire immédiatement les ordres de tout acheteur, mais il dénie la qualité de commerçant à celui qui, « par lui-même ou par le secours de ce qu'on nomme un compagnon ou un apprenti, travaille à confectionner des ouvrages livrés sur-le-champ aux consommateurs qui les lui ont commandés, et dont le temps ou le travail est plus cher que les matières qu'il fournit ».

Ce même auteur complète ainsi sa pensée. Pour pouvoir débiter à tout venant, il faut nécessairement faire, au préalable, des achats d'une plus grande importance. C'est pourquoi, dit-il, « il y aurait plus de subtilité que de raison à prétendre que le plus ou le moins ne change rien à la question, que le principe doit être le même à l'égard de celui qui achète un peu de matières premières pour les revendre façonnées, comme à l'égard de celui qui en achète de grandes quantités et, par conséquent, fabrique et vend un plus grand nombre de choses, à l'égard de celui qui reçoit des commandes qu'il exécute avec un ou deux ouvriers et de celui qui en occupe un plus grand nombre ».

On peut répondre à cet argument avec M. Bédar-

(1) Pardessus, *Cours de Droit commercial*, t. I, n° 81.

ride qu'il ne faut pas confondre, comme le fait M. Pardessus, deux choses distinctes : le fait pour un artisan de devenir commerçant en faisant habituellement des achats pour revendre, avec le fait pour un artisan de devenir commerçant par une entreprise de manufactures. Que M. Pardessus distingue entre l'artisan qui satisfait à une commande avec un compagnon ou un apprenti, et celui qui obéit aux ordres d'un acheteur en spéculant sur le travail d'un plus grand nombre d'ouvriers, rien de mieux. Mais faut-il établir une distinction entre celui qui achète peu et celui qui achète beaucoup ? Non, car le premier, comme le second, fait des actes de commerce sa profession habituelle, mais sur une échelle moindre. La différence porte simplement sur la quotité des actes. Nous comprendrions que l'on opposât le moins pour dire qu'il n'y a pas habitude commerciale, « mais, une fois l'habitude professionnelle reconnue, on ne peut en changer les conséquences, à raison du plus ou du moins d'importance des actes commerciaux, sans s'exposer à substituer l'arbitraire à la règle précise et formelle, tracée par la loi (1) ».

L'opinion de M. Bédarride n'est pas complètement la nôtre, mais elle a du vrai : assurément, le marchand qui attend en vain les acheteurs n'en est pas moins commerçant pour cela. De même, l'artisan qui travaille peu, est tout aussi bien susceptible d'être déclaré commerçant que l'artisan qui travaille beaucoup (2).

(1) Bédarride. *Des Commerçants*, n° 43.

(2) Lyon-Caen et Renault. *Traité de Droit commercial*, t. I, n° 118.

Cette doctrine s'appuie sur une lettre du duc de Massa, ministre de la Justice, du 7 avril 1811. « J'ai été consulté plusieurs fois, sur le sens à attacher au mot commerçant dans le cas de l'application de l'article 632 du Code de commerce, j'ai toujours répondu que l'on devait d'abord considérer comme tels tous négociants, banquiers, fabricants et marchands, mais qu'il ne paraissait pas qu'on dût ranger, dans cette classe, le simple artisan qui, ne travaillant qu'au fur et à mesure des commandes qu'il reçoit journellement, ne fait point de son état un objet de spéculation. »

Cette opinion n'a pas trouvé grande faveur. Ne consiste-t-elle pas à faire dépendre la solution de la question d'une circonstance de temps qui ne peut changer la nature de l'opération. L'artisan qui vend la chose qu'il a fabriquée avec une matière qu'il a préalablement achetée pour la revendre, après la fabrication, achète pour revendre et revend, en effet, aussi bien lorsque le marché porte sur une chose déjà confectionnée que sur une chose à confectionner.

D'autre part, le duc de Massa soutient, il est vrai, cette première opinion par l'autorité de sa plume. Mais l'avis purement officieux du duc de Massa n'a rien de doctrinal.

Suivant d'autres auteurs, les artisans qui achètent des matières premières dans l'exercice de leur profession sont toujours commerçants, qu'ils achètent d'avance les matières premières dont ils ont besoin ou qu'ils se les procurent au fur et à mesure des commandes.

Telle est la doctrine professée par M. Bédarride (1). « Celui, dit cet auteur, qui fournit la matière sur laquelle il travaille, a acquis par l'habitude qu'il en a contractée la qualité de commerçant. En effet, il n'a pu le faire qu'en se mettant en mesure, par des achats successifs, de remplir les commandes qu'il est dans le cas de recevoir. » Et cela même si, parfois, il se contentait de fournir seulement son industrie à ceux qui lui confiaient les matériaux ; car si la loi exige que les actes de commerce soient la profession habituelle des commerçants, elle ne demande pas qu'ils en constituent exclusivement la profession.

M. Massé se prononce dans le même sens, lorsqu'il dit : « Par quelle raison, l'achat fait dans la vue d'une revente cesserait-il d'être un acte de commerce, parce qu'il se mêle à l'opération un nouvel élément, celui du travail personnel ou manuel de l'industriel, et pourquoi l'artisan dont l'industrie serait à chaque instant paralysée s'il n'achetait pas les matières qu'il confectionne pour les revendre après les avoir confectionnées, serait autorisé à faire considérer cet achat comme l'accessoire et son travail comme le principal, alors qu'en définitive, son industrie consiste aussi bien à vendre les objets qu'il confectionne qu'à les confectionner... (2) »

Un arrêt de la Cour de Paris semble s'être inspiré de cette doctrine (3). « Attendu qu'on ne peut contester le caractère commercial de cette profession

(1) Bédarride. *Des Commerçants*, n° 37.

(2) Massé. *Droit commercial*, t. I, n° 19.

(3) 31 décembre 1896, G. P. 1897, 1, 448.

(modiste à façon), alors qu'en outre du louage d'ouvrage, elle comporte certaines fournitures indispensables qui entrent en compte dans le prix de l'ouvrage... » Au lieu d'examiner le cas particulier qu'elle a sous les yeux, et de rechercher si, dans l'hypothèse, il y avait spéculation sur l'achat pour revendre, la Cour s'en rapporte à ce qui a lieu généralement.

Un autre arrêt (1) du tribunal de commerce de Saint-Etienne, du 15 juillet 1897, semble basé sur les mêmes principes. Cet arrêt déclare que le cor donnier en chambre qui achète du cuir pour le transformer en chaussures, ne peut pas décliner sa qualité de commerçant en prouvant qu'il ne gagne que sur la façon.

En faveur de ce second système se trouve, au premier rang, l'article 632 du Code de commerce dont les termes généraux ne distinguent pas plusieurs sortes d'achats-revente, parmi lesquels les uns seraient commerciaux et les autres civils.

En outre, l'ordonnance de 1673 considérait comme actes de commerce, les achats pour revendre faits par les artisans : « Les juges et consuls, porte l'article 4, titre XII, de l'ordonnance de 1673, connaîtront des ventes faites par des marchands, artisans et gens de métier, afin de revendre ou de travailler de leur profession. »

Cette disposition n'indique-t-elle pas clairement que les achats faits, par les artisans, de denrées ou de marchandises, pour les besoins de leur industrie,

(1) Cet arrêt est mentionné dans les *Annales de Droit commercial*, année 1893, p. 3.

constituent des actes de commerce : dès lors l'habitude d'accomplir de telles opérations a pour effet de faire de l'artisan un commerçant.

Jousse, commentant la disposition de l'ordonnance de 1673, disait : « Ou de travailler de leur profession, c'est-à-dire pour ventes de marchandises qui doivent être converties en ouvrages de leur profession..... La raison en est que ces ouvrages venant à être vendus par ces ouvriers, c'est une espèce de revente qu'ils font des choses qui leur ont été vendues, avec cette différence qu'elles ont changé de nature. » Et Jousse fait ensuite remarquer que la loi nouvelle, bien qu'elle ait rayé les mots « pour travailler de leur profession », n'a rien changé à l'esprit de la loi ancienne. C'est pourquoi l'ordonnance de 1673, article 4, titre XII, peut être invoquée à l'appui du système que nous développons.

D'autre part, les travaux préparatoires des articles 1711 et 1787 du Code civil prouvent qu'il y a vente d'une chose quand l'ouvrier fournit la matière.

Mais on peut répondre aux partisans de cette opinion qu'il ne suffit pas, pour qu'il y ait acte de commerce dans l'achat d'une marchandise, que cet achat soit suivi d'une revente ; il faut encore qu'à cette opération se joigne un autre élément, la pensée de réaliser un profit. Si donc l'artisan ne spéculé que sur son travail et si, d'autre part, cet artisan ne considère l'achat de la matière première que comme la condition essentielle de l'exercice de son industrie, cet artisan ne fait pas acte de commerce, il ne peut donc pas devenir commerçant.

Aussi arrivons-nous à une troisième et dernière

opinion généralement admise par la doctrine et par la jurisprudence. D'après celle-ci, l'achat des matières premières dont l'artisan a besoin pour son travail, n'est un acte de commerce qu'autant qu'il est prouvé que l'artisan cherche à gagner sur la revente de ces marchandises, après les avoir mises en œuvre et transformées en un produit nouveau. L'achat de la matière brute n'a rien, au contraire, de commercial, toutes les fois qu'il est établi que l'artisan n'entend réaliser des bénéfices que sur son travail personnel. Alors, en effet, la matière que celui-ci achète et revend ensuite n'est plus pour lui qu'un moyen accessoire de spéculation et non pas le principe de son gain (1).

Dès lors, dit Beslay, « que celui qui achète les matières premières pour les revendre après les avoir transformées, prétend gagner non seulement sur son travail, mais sur la matière première, il est intermédiaire dans une vue de profits, donc il est commerçant. »

« Les artisans, dit encore Beslay, qui cherchent à gagner soit sur le prix des marchandises qu'ils fournissent, soit sur le prix des salaires des ouvriers qu'ils emploient, sont seuls commerçants (2). »

Ceux, au contraire, qui ne gagnent que sur leur travail ne sont pas commerçants, mais restent artisans. Ainsi « la marchande de gâteaux qui parcourt les jardins publics en vendant des gâteaux qu'elle a fabriqués, les porteurs d'eau qui montent dans les

(1) *Annales de Droit commercial*, année 1902, 2^e partie, p. 4, n^o 9.

(2) Beslay. *Commentaire du Code de commerce*, t. I, n^o 37.

maisons l'eau prise à la rivière, ne sont pas des commerçants. »

Si l'artisan, dit en substance Alauzet, cherche à bénéficier sur la matière même, indépendamment du travail de main-d'œuvre qui s'y trouve ajouté, si, par suite, la limite de ses bénéfices s'étend et ne se borne plus au salaire de la main-d'œuvre, il devient commerçant.

Citons encore, pour donner plus de force à cette troisième opinion, quelques lignes de MM. Lyon-Caen et Renault : « Nous croyons, disent ces auteurs, qu'il ne faut pas (sur la question qui nous occupe) donner une solution absolue, mais voir sur quoi porte directement la spéculation, sur le travail ou sur la matière première, il n'y a d'acte de commerce que dans ce dernier cas (1). » Le système que nous adoptons a pour lui le mérite de permettre aux tribunaux de déclarer actes de commerce les achats de matières premières pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées, toutes les fois que l'élément spéculation s'y rencontre. A la différence des auteurs qui soutiennent le deuxième système, nous ne disons pas que l'artisan devient commerçant toutes les fois qu'il achète habituellement des objets mobiliers pour les revendre. Ce système est trop général : l'artisan fait en principe un louage d'ouvrage, même lorsqu'il achète la matière première pour la travailler. Mais nous n'enlevons pas *a priori* le caractère commercial aux achats de marchandises faits par les artisans, comme

(1) Lyon-Caen et Renault. *Précis de Droit commercial*, t. I, n° 83.

le veulent les partisans du premier système, lorsqu'ils les font soit sur commande, soit en petite quantité. Sans doute, il sera plus facile de distinguer la spéculation dans les cas où l'artisan achètera la matière première d'avance et en grande quantité, rien ne prouve néanmoins qu'il n'y aura pas spéculation dans le cas contraire (1).

C'est, au surplus, aux tribunaux qu'il appartient de déclarer, d'après les circonstances de la cause, si tel individu est commerçant ou artisan. Les jugements de cette nature contiennent une appréciation de faits, non soumise à la Cour de cassation (2).

Les tribunaux ont déclaré commerçants : le charron qui acquiert les bois nécessaires à l'exercice de sa profession et les revend après les avoir façonnés (3) ; le meunier qui achète des grains pour les revendre après les avoir convertis en farine (4) ; la couturière qui fournit à sa clientèle tout ou partie des étoffes et garnitures employées dans ses confectiions (5).

Il faut encore considérer comme commerçants, le teinturier qui fait habituellement des achats de couleurs pour les employer à la teinture des étoffes à lui confiées à cet effet, s'il spéculé sur l'achat de ces couleurs pour les revendre ; le serrurier enfin qui achète du fer pour le revendre travaillé et converti en objets de son art.

(1) Douai, 24 janvier 1900, D. 1900, 2, 467.

(2) Req. 16 mars 1824. Arrêt rapporté dans la J. G. de Dalloz. V^o Commerçant, n^o 36, note 4.

(3) Orléans, 25 juin 1850, S. 51, 2, 13.

(4) Caen, 21 janvier 1845, D. 45, 4, 9.

(5) Cassation, 24 juillet 1883, D. 1884, 1, 124.

Par contre, la Cour de Rouen a jugé que le maître tailleur militaire, qui, aux termes d'un traité passé avec son régiment, s'engage à s'approvisionner de draps et de matières premières à un prix déterminé et à ne gagner que sur la main-d'œuvre, ne fait pas acte de commerce (1) : « Attendu, en fait, porte l'arrêt, qu'il résulte des documents produits, et notamment d'un contrat intervenu entre le maître tailleur militaire Gachie et le Conseil d'administration de son régiment, que Gachie n'a droit à aucun bénéfice, à raison de l'achat des matières dont il doit s'approvisionner moyennant un prix déterminé par le devis annexé au contrat ;

» Qu'en ce qui concerne la transformation de la matière première dans les travaux de son art, il ne peut réclamer que le prix de sa main-d'œuvre, tel qu'il a été fixé par le tarif convenu ;

» Qu'il ne peut y avoir acte de commerce que si la spéculation ou les chances de gain s'appliquent à la matière première, autrement et si elle est limitée au travail ou à la main-d'œuvre, l'ouvrier reste un artisan ayant loué son industrie et son art, et l'acte, dépourvu du caractère de commercialité, rentre dans la catégorie des actes purement civils... »

A l'appui du système que nous venons de développer, on peut invoquer la lettre du duc de Massa du 7 avril 1811, qui avoue en terminant ses instructions, « qu'il serait au surplus difficile d'établir une règle bien précise à cet égard ».

Remarquons, en outre, que l'article 632 du Code

(1) Rouen, 27 février 1901, D. 1902, 2, 137.

de commerce ne contredit pas notre théorie. Cet article ne dit pas que tout achat de denrées et marchandises pour les revendre, même l'achat fait sans idée de spéculation sur la revente, soit un acte de commerce.

L'article 632 ne déclare pas non plus que tout achat de denrées et marchandises pour les revendre après les avoir travaillées, soit un acte de commerce, quel que soit le travail appliqué à ces marchandises.

Les tribunaux, à la suite de nombreux partisans de cette doctrine, reconnaissent, dans la convention passée entre l'artisan et la personne avec laquelle il traite, quand il y a fourniture de matière première par l'artisan, une convention mixte tenant du louage et de la vente (1).

C'est donc que, même dans le cas où l'artisan fournit la matière pour la travailler, son travail doit entrer en ligne de compte pour la définition du contrat passé entre lui et son donneur d'ouvrage. Si le travail de l'artisan a une importance telle, par rapport à la fourniture de la matière première faite par lui, que celle-ci disparaît sous son travail, il faudra dire qu'il y a simplement louage d'ouvrage dans la commande d'un travail à exécuter ; mais il y aura vente, au contraire, si l'industrie de l'artisan n'est rien à côté de la matière brute fournie par

(1) La jurisprudence invoque comme argument l'art. 1794 du Code civil, qui s'applique aux deux espèces de marchés auxquels fait allusion l'art. 1787. Voir encore Cassation, 15 janvier 1897, D. 1897, 1, 89.

lui. Or, remarquons-le, c'est seulement dans cette dernière hypothèse que l'on se trouve dans les limites de l'article 632 : achat de denrées ou marchandises pour les revendre après avoir été travaillées.

Mais le point délicat sera précisément de savoir dans quels cas la convention mixte passée entre un artisan qui fournit la matière première, tiendra plus de la vente que du louage d'ouvrage, ou, en d'autres termes, dans quels cas le travail incorporé à un objet destiné à être revendu, sera l'accessoire ou le principal par rapport à la matière brute achetée pour être revendue après avoir été travaillée.

Le travail incorporé à une chose achetée pour être revendue est commercial ou reste civil, selon qu'il est ou qu'il n'est pas l'accessoire de la chose qui en est l'objet. La chose après le travail auquel elle a été soumise, subsiste-t-elle dans ses éléments originaires, nous sommes en présence d'une chose qui a été achetée pour être revendue; la chose se trouve-t-elle, au contraire, convertie en un objet susceptible d'être qualifié de produit nouveau et différent de la matière employée à le créer, cette chose achetée n'existe plus et se trouve remplacée par une œuvre exclusive du producteur. Dans cette dernière hypothèse, il est impossible d'affirmer que l'on revendra la chose achetée, ce qu'il faut dire c'est que l'on se trouve en présence d'une nouvelle chose dont l'aliénation sera une vente et non pas une revente. La chose achetée devient donc l'accessoire d'une chose non achetée, le travail, et non pas le

principal, comme le veut l'article 632 du Code de commerce.

Dans l'étude des actes de commerce : achats pour revendre et entreprise de manufactures que font les artisans, nous avons adopté le système d'après lequel ces actes de commerce obéissent à l'idée de spéculation exercée par un intermédiaire.

Cette théorie applique à la science du droit les notions fournies par l'économie politique. « Aux yeux de l'économiste, dit M. Boistel (1), le rôle du commerce est de faire circuler les biens, de rapprocher les produits du consommateur au point de vue juridique, les agissements du commerçant sont caractérisés par ce fait que les biens ou valeurs ne font que passer entre ses mains : il n'entend pas acquérir sur eux des droits définitifs, mais des droits transitoires; son objet est de spéculer sur le passage de ces biens entre ses mains. »

D'après M. Beslay, on reconnaît l'acte de commerce à deux signes : l'entremise et la spéculation (2).

« Certaines personnes ont pour fonction de s'entremettre entre ceux qui ont, qui veulent se défaire de ce qu'ils ont, d'une part, et ceux qui n'ont pas, qui veulent se procurer ce qu'ils n'ont pas, d'autre part. Cette entremise est le commerce même, les faits qui la constituent sont des actes de commerce. » L'entremise est donc le fait qui réunit soit le pro-

(1) Boistel. *Précis de Droit commercial*, n° 29.

(2) Beslay. *Commentaire du Code de commerce*, t. I, n°s 5 et suiv.

ducteur au consommateur, soit le producteur au manufacturier, soit le manufacturier au consommateur.

La spéculation consistera, d'une part, dans le désir d'une réalisation, peu importe le résultat, et, d'autre part, dans l'obtention d'un bénéfice pécuniaire.

Quant à la relation entre l'entremise et la spéculation, « il faut, pour qu'il y ait commerce, dit M. Beslay, que la spéculation porte sur l'entremise, que l'objet de l'entremise soit le bénéfice de la spéculation ». Ou encore, comme le dit M. Boistel : « Un acte est commercial pour la personne qui le fait, lorsqu'elle entend n'être qu'un intermédiaire spéculant sur la transmission de la valeur qui fait l'objet du contrat. »

Par exemple, le vigneron qui achète des tonneaux pour enfûter son vin, ne fait pas de spéculation sur l'entremise, bien qu'il revende ses tonneaux et son vin, tandis que le meunier qui, recevant le blé qu'on lui apporte, le moud avec le concours d'ouvriers, fait une entremise entre le travail de ses ouvriers et le consommateur, sur laquelle il spéculé.

D'après M. Thaller, au contraire, le commerce réside dans la circulation. « L'histoire établit que le commerce ne tire pas son caractère de l'intention des hommes qui y participent. Il représente une sphère déterminée de l'activité des hommes. Il comprend un ensemble d'opérations partant pour chaque marchandise d'un certain point, s'arrêtant à un autre. Il s'applique aux meubles pris non pas à l'état de repos, mais en marche, en mouvement.

Le commerce trouve aux produits leur débouché et le leur fait atteindre en nature ou en les transformant. Il constitue la grande chaîne qui unit le producteur au consommateur. C'est ainsi qu'il est un agent de civilisation et de bien-être. Il n'est pas besoin de sortir de cette notion élémentaire et de prendre le commerce en droit dans une signification plus large qu'en économie politique. Quiconque intervient dans cette chaîne fait acte de commerce, pourvu, toutefois, qu'il opère à son compte, qu'il ne soit pas le préposé, le subalterne d'un autre. Quiconque n'y intervient pas fait un acte civil. Tant que le produit est encore chez le producteur, sa circulation n'a pas commencé, il n'y a pas lieu d'appliquer le droit commercial, sitôt qu'il arrive aux mains du consommateur, sa marche s'arrête et le droit commercial cesse également de le régir. Entre ces deux pôles, le droit commercial se déploie dans toute son ampleur, mais il ne se déploie véritablement que là (1). »

M. Thaller complète ainsi sa pensée : « Une commande de balles de soie est faite au Japon pour un industriel de Grenoble. On s'adresse au producteur de la matière première. Aucune commercialité encore de la part de ce premier vendeur, si le produit en cocons sort d'une magnanerie qu'il exploite. Mais on s'est adressé à lui par l'entremise d'un commissionnaire de Yokohama. Le produit commence dans sa marche par gagner le magasin de ce commission-

(1) Thaller. *Annales de Droit commercial*, année 1895, p. 183, n° 10.

naire : commercialité d'entremise dans le contrat de commission. Il est chargé, par les soins de cet agent, sur un navire transatlantique : affrètement, commercialité. Il est transbordé à Marseille sur les wagons de la Compagnie P.-L.-M. : transport terrestre, commercialité. Les soies transformées en tissus, le fabricant cherche un acheteur par un courtier : courtage, commercialité. L'acheteur se rencontre : achat pour revendre, toujours commercialité. Faute de pouvoir écouler la marchandise, l'acheteur l'entrepouse en magasin général, et ce magasin va à son tour remplir un office commercial. Cette sorte de fluide commercial que possède le produit ne disparaîtra qu'à partir du moment où il tombera aux mains d'un possesseur se proposant de le garder pour lui, de le consommer. Car fut-ce au dernier terme de sa marche, quand il ne ferait dans une même ville, dans un même quartier, que passer du magasin de gros dans la boutique ouverte sur la rue où le client viendra l'acheter, c'est encore un rapprochement vers le consommateur qu'il réalise par là, le dernier pas qu'il décrit dans son voyage. »

Si l'on admet la théorie de M. Thaller, on est obligé de donner des solutions différentes de celles que nous avons présentées sur le point de savoir quand l'artisan devient commerçant.

Dans le système de la spéculation, s'agit-il de rechercher quand l'artisan devient commerçant, on examine s'il travaille seul ou avec des ouvriers, ou bien encore si son métier comporte des achats de matières premières pour les revendre. Pour M. Thaller, l'important dans la question de distin-

guer l'artisan du commerçant, est d'examiner si la personne travaille sur un objet neuf ou sur un objet ancien ; dans le premier cas, il y a travail d'un artisan, dans le second cas, il y a travail d'un commerçant : « Peu importe, dit M. Thaller, que cet artisan ait avec lui des compagnons ou des aides, que le travail soit fait sous sa direction ou par lui-même, que son métier entraîne la vente accessoire de menues fournitures, ce qui doit être retenu, c'est qu'il ne s'interpose pas dans un produit neuf ou destiné aux échanges, mais vient seulement prolonger l'usage d'un produit en cours de consommation. »

C'est que, d'après M. Thaller, est commerçant tout individu qui s'interpose dans la circulation d'un produit, depuis sa création jusqu'à son arrivée au consommateur. Ainsi, le tailleur d'habits qui habille un consommateur avec du drap fourni par celui-ci, ne fait pas acte de commerce, même s'il spéculé sur le travail d'ouvriers à ses gages, car, alors, le tailleur « confectionne un produit déjà parvenu chez celui qui veut s'en servir » ; il en serait tout autrement si ce tailleur se procurait lui-même son drap, en ce cas il ferait acte de commerce, même s'il ne songeait pas à réaliser un bénéfice sur la revente de ce drap. Mais la réponse est facile. L'article 632 du Code de commerce, en déclarant acte de commerce l'entreprise de manufactures, indique clairement que la fabrication, fut-ce même d'un produit neuf, ne constitue pas un acte de commerce, s'il n'y a pas en même temps spéculation sur des achats pour revendre ou spéculation sur le travail d'ouvriers. A

défaut d'entreprise, c'est-à-dire d'acte d'entremise entre le travail et le consommateur, il n'y a de la part de l'artisan qu'un acte civil de louage d'industrie.

b) Pour que l'artisan devienne commerçant, il faut non seulement qu'il fasse des actes de commerce, mais qu'il en fasse sa profession habituelle.

L'habitude réside dans le nombre et dans la fréquence des actes de commerce. C'est une question de fait à trancher par les tribunaux. Ainsi, on ne peut déclarer commerçant le maréchal ferrant qui a acheté une fois par hasard des fers pour les revendre avec idée de spéculation. Ce maréchal ferrant a fait acte de commerce et rien de plus.

De même, on ne peut déclarer commerçant l'individu qui n'a spéculé qu'une fois seulement sur le travail de ses ouvriers : l'entreprise de manufactures exigeant pour être un acte de commerce et, à plus forte raison, pour faire du manufacturier un commerçant, un nombre d'actes répétés. En effet, le législateur, en plaçant au nombre des actes de commerce l'entreprise de manufactures, a voulu déclarer comme tels des faits autres que des achats de matières premières pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées, mais il n'a voulu considérer ces faits comme actes de commerce que sous la condition qu'ils soient suffisamment nombreux pour être qualifiés du mot entreprise. MM. Delamarre et Lepoitevin sont d'avis contraire et prétendent qu'un acte accidentel d'entreprise est commercial aussi bien que des actes répétés, mais nous

leur répondrons avec M. Alauzet (1) : « Que lorsque, dans un même article, une disposition de la loi dit en termes formels : un seul achat de marchandises pour les revendre est acte de commerce, et qu'une seconde disposition porte : un seul acte de commission, un seul acte de transport, un seul fait de fabrication n'est pas acte de commerce, ce qui serait, dirons-nous à notre tour, non pas absurde, mais contraire à toute saine doctrine, c'est de ne tenir aucun compte d'un texte précis. »

D'autre part, « le mot profession, disent MM. Lyon-Caen et Renault (2), indique que cette habitude doit être inspirée par un esprit de spéculation, mais non pas qu'il soit besoin d'une déclaration publique, d'une offre de services faite au public, par exemple, par l'ouverture d'un magasin ou d'un comptoir ; cela sera le plus souvent, mais ce n'est en rien nécessaire. Ce qu'il faut, c'est qu'on ne se livre pas uniquement à des opérations isolées, accidentelles, en quelque sorte, mais qu'on se propose d'exploiter une ou plusieurs branches de commerce ou d'industrie. »

(1) Alauzet. *Commentaire du Code de commerce*, 3^e éd., t. VIII, n^o 2973.

(2) Lyon-Caen et Renault. *Traité de Droit commercial*, t. I, n^o 198.

§ 3. — *Intérêt de la distinction entre artisans
et commerçants.*

La distinction entre le commerçant et l'artisan offre le plus grand intérêt pratique. L'artisan est un non-commerçant. L'artisan qui fait des actes de commerce sa profession habituelle ou le manufacturier sont des commerçants, toutes les différences qui distinguent le non-commerçant du commerçant séparent l'artisan du commerçant.

On peut ramener, aux points suivants, l'intérêt de la distinction entre artisans et commerçants :

1° Au point de vue de l'électorat et de l'éligibilité aux chambres de commerce et aux tribunaux de commerce.

D'après les articles 618 et 620 du Code de commerce, modifiés par la loi du 8 décembre 1853, les commerçants sont seuls électeurs et éligibles aux tribunaux de commerce et aux chambres de commerce, sauf quelques rares exceptions en faveur des personnes dont la profession est plus ou moins en rapport avec le commerce ; mais les artisans ne sont ni électeurs ni éligibles aux chambres de commerce et aux tribunaux de commerce.

2° Au point de vue de la faillite et de la liquidation judiciaire.

S'il est regrettable, d'une façon générale, qu'une personne manque à ses engagements, à plus forte

raison ce fait doit-il produire des désordres exceptionnels en matière commerciale où les relations sont basées sur la confiance et le crédit personnel. C'est pourquoi, aux termes de l'article 437 du Code de commerce, « tout commerçant qui cesse ses paiements est en état de faillite ».

D'autre part, d'après la loi du 4 mars 1889, il n'y a que les commerçants qui peuvent, sous certaines conditions, obtenir le bénéfice de la liquidation judiciaire qui est, en quelque sorte, une faillite amoindrie dans ses effets, vu la bonne foi du débiteur commerçant.

Chez nous, par contre, les artisans qui cessent leurs paiements, ne peuvent qu'être déclarés en déconfiture.

A la différence de la faillite, l'état de déconfiture n'est pas constaté par un jugement produisant un effet absolu à l'égard de tous les intéressés. Cette situation n'offre pas de procédure d'ensemble, ni de dessaisissement, ni de syndic ; les créanciers y sont égaux, en principe, sauf les droits de préférence du Code civil. Chacun y défend ses intérêts à sa guise et les actes frauduleux faits par le débiteur tombent sous le coup de l'article 1167 du Code civil. Il a été jugé, à plusieurs reprises, que les artisans qui entreprennent des achats pour revendre doivent être déclarés en faillite. Et pourquoi ? C'est parce qu'ils sont commerçants.

Certaines législations étrangères, à l'exemple de la nôtre, restreignent la faillite aux commerçants, c'est ce qui a lieu en Belgique, en Hollande, en Italie.

D'autres législations assimilent, au contraire, les

non-commerçants aux commerçants, quand il s'agit d'appliquer les règles sur la faillite. Sous un pareil régime, l'artisan, que les législations étrangères font rentrer dans la petite industrie placée en dehors du commerce, devient assimilable à ce point de vue aux commerçants. Ainsi, en Allemagne, une loi générale sur les faillites du 10 février 1877, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1879, assimile les commerçants aux non-commerçants. La Hongrie, dans une loi sur la faillite, promulguée en 1881, mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1882, n'établit que des différences peu importantes entre les commerçants et les non-commerçants.

3° Au point de vue de la publicité du contrat de mariage.

D'après l'article 67 du Code de commerce, « tout contrat de mariage entre époux dont l'un sera commerçant sera transmis par extrait, dans le mois de sa date, aux greffes et chambres désignés par l'article 872 du Code de procédure civile, pour être exposé au tableau, conformément au même article. Cet extrait annoncera si les époux sont mariés en communauté, s'ils sont séparés de biens ou s'ils ont contracté sous le régime dotal ». Le contrat de mariage d'un artisan n'est pas soumis à la publicité de l'article 67 du Code de commerce, tel, le contrat de mariage d'un batelier qui est un artisan (1).

Dans une lettre, précédemment transcrite, du

(1) Voir à cet égard la décision du directeur de l'enregistrement de Lille du 31 décembre 1844, D. 45, 4, 357.

7 avril 1811, le duc de Massa, alors ministre de la Justice, termine ses instructions en disant que « c'est au notaire d'apprécier les circonstances dans les cas particuliers qui se présentent ». Une autre lettre du même ministre, datée du 5 mai 1812, exprime la même idée : « C'est d'après ces distinctions (à savoir qu'il faut entendre par commerçant, celui qui fait des actes de commerce sa profession habituelle), que j'ai pensé que les notaires pouvaient, sans aucun inconvénient, apprécier les circonstances qui leur imposent l'obligation de déposer au greffe des tribunaux, les extraits du contrat de mariage aux termes de l'article 68 précité. Les officiers n'en sont pas moins soumis à l'amende prononcée par la loi, lorsqu'ils ne se conforment pas à ces dispositions à cet égard. »

En pratique, pour éviter les inconvénients qui peuvent provenir de l'appréciation pure et simple du notaire, on demande aux parties de s'expliquer sur le caractère de leur profession et l'on indique, dans le contrat, les énonciations qui sont exclusives de la qualité de commerçant : ainsi, dira-t-on, un tel menuisier et simple artisan, etc. Le notaire doit, en outre, se faire certifier la profession par les témoins.

4° Au point de vue de la compétence du tribunal de commerce.

Le tribunal de commerce est compétent, d'après l'article 631, paragraphe 3, du Code de commerce, entre toutes personnes, pour les contestations relatives aux actes de commerce. A cet égard, il n'y a pas

de différence à signaler entre les artisans et les commerçants, car, un artisan, aussi bien qu'un commerçant, peut faire un acte de commerce. Mais on peut dire, et c'est là que réside la différence entre ces deux catégories de personnes, que les commerçants sont, de préférence aux artisans, justiciables des tribunaux de commerce, puisque les actes de commerce émanent surtout des commerçants de profession qui font même des actes de commerce dans des hypothèses où les artisans n'en font pas, ainsi, quand ils achètent des objets nécessaires à leur négoce ou quand ils accomplissent certains actes que la loi présume actes de commerce, parce qu'ils proviennent de commerçants.

5° Au point de vue de la contrainte par corps.

Jusqu'à la loi du 22 juillet 1867, qui a aboli la contrainte par corps, les commerçants étaient soumis à la contrainte par corps de droit commun pour toute dette supérieure à 200 francs.

Les artisans n'étaient, au contraire, soumis à la contrainte par corps qu'à titre exceptionnel, pour certaines dettes seulement dont le montant excédait 300 francs.

6° Au point de vue de certaines incapacités.

En matière commerciale, comme en matière civile, la capacité est la règle, l'incapacité, l'exception; l'artisan est régi par ce principe, mais notre législation soumet certains individus qui veulent être commerçants à des formalités spéciales. Ainsi, le Code de commerce réglemente la capacité commerciale des mineurs et des femmes mariées.

D'après l'article 4 du Code de commerce, « la femme ne peut être marchande publique sans le consentement de son mari ».

Quant au mineur, il ne peut être commerçant que sous les conditions d'être émancipé, d'avoir dix-huit ans et d'avoir une autorisation spéciale, laquelle doit être enregistrée et affichée au greffe du tribunal de commerce du lieu où il va établir son domicile (1).

7° Au point de vue de la présomption de commercialité qui s'attache aux actes émanant d'un commerçant et au point de vue des cas d'application de la théorie de l'accessoire.

Un commerçant peut faire plusieurs sortes d'actes.

Il fait des actes de commerce : ainsi, il achète des denrées ou marchandises pour les revendre en nature ou après les avoir travaillées. Ces actes sont naturellement commerciaux, en vertu de l'article 632 du Code de commerce.

Un commerçant peut faire des actes étrangers à son commerce et qui seront civils pour lui comme pour tout autre, bien que l'article 632 du Code de commerce déclare commerciales « toutes obligations entre négociants, marchands et banquiers » ; tel l'achat que fait un commerçant de denrées nécessaires à l'alimentation de sa famille.

Le commerçant peut faire une autre catégorie d'actes sur la nature desquels s'élève, de prime abord,

(1) Voir l'art. 2 du Code de commerce et l'art. 487 du Code civil.

un doute. Faits par tout autre que par un commerçant, un artisan, par exemple, ces actes seraient réputés civils; on présume, au contraire, que ces actes sont commerciaux, lorsqu'ils sont faits par un commerçant pour les besoins de son commerce, si le contraire ne résulte pas de l'acte lui-même ou des circonstances qui l'ont accompagné. Il n'y a pas, dans le Code de commerce, de dispositions générales à cet égard; l'article 638, alinéa 2, dit simplement que « les billets souscrits par un commerçant seront censés faits pour son commerce, lorsqu'une autre cause n'y sera point énoncée ». Mais on admet que le législateur a statué ici *de eo quod plerumque fit*, et qu'il n'y a pas à distinguer la forme de l'engagement. A l'objection tirée des termes restrictifs de l'article 638, on répond en opposant la généralité des termes des articles 631, alinéa 1^{er}, et 632, alinéa 7, du Code de commerce.

Le Code belge range, parmi les actes de commerce, « toute obligation des commerçants, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle avait une cause étrangère au commerce ».

L'article 344 du Code de commerce allemand s'exprime ainsi : « En cas de doute, les actes juridiques conclus par un commerçant sont censés faire partie de l'exercice de son commerce. Les billets signés par ces commerçants sont censés signés dans l'exercice de leur commerce, à moins que le contraire ne résulte des termes mêmes du billet (1). »

(1) Voir l'art. 261 du Code de commerce hongrois. et l'art. 4 du Code de commerce italien, qui expriment la même idée.

Le commerçant fait une quatrième catégorie d'actes. Ainsi, il achète différents objets qu'il n'a pas l'intention de revendre, mais qui doivent servir à son exploitation commerciale ou industrielle. Que décider?

Accomplis par un artisan, ces actes ne seraient certainement pas commerciaux, mais provenant d'un commerçant, ils deviennent commerciaux en vertu de la théorie de l'accessoire.

Jousse, dans son commentaire de l'article 4, titre XII, de l'ordonnance de 1673, s'est ainsi exprimé : « Les ventes faites par des marchands à des artisans, de choses qui ne doivent pas être employées ou converties en ouvrages de leur profession, ne sont point de la compétence des juges consuls, quand même les choses vendues seraient pour l'usage de la profession des ouvriers qui les achètent. Ainsi, une vente de pierres ou de bois faite à un meunier pour la construction d'un moulin, n'est pas de la compétence des juges consuls, parce que ces pierres ou ces bois n'ont pas pour destination les ouvrages qui sont de la profession de meunier, quoique ces choses lui soient fournies pour l'usage de son moulin ; il en est de même des meubles et autres fournitures semblables, autrement il faudrait dire que la vente même d'un moulin, faite par un meunier ou autre personne à un autre meunier, ou celle d'un étal faite par un boucher à un autre boucher, serait de la compétence des juges consuls, ce qui serait absurde.

» Par la même raison, la vente d'un métier à bas, faite à un bonnetier, est une vente ordinaire pour l'usage de l'ouvrier seulement et non afin de reven-

dre, et, par conséquent, elle n'est pas de la compétence des juges consuls, comme le seraient des ventes de laines faites au même ouvrier, parce qu'alors ces laines sont destinées à être converties en ouvrage de sa profession. »

Jousse a raison quand il dit que les achats de bois ou de pierre faits par un meunier pour la construction d'un moulin ne sont pas commerciaux, mais la raison qu'il en donne n'est pas la vraie. Ce n'est pas, en effet, parce que ces bois ou ces pierres ne sont pas destinés à être convertis en ouvrages de la profession de meunier, qu'il faut regarder cet achat de matériaux comme un achat ordinaire, c'est parce que le meunier est un simple artisan.

Mais Jousse a tort de déclarer que l'achat d'un étal fait par un boucher est un acte civil : le boucher est commerçant, l'achat d'un objet nécessaire à une profession commerciale est un acte de commerce. Il en est de même de l'achat par un bonnetier d'un métier à bas.

Les divers achats d'objets mobiliers effectués par les commerçants constituent donc des actes de commerce, bien que ces objets ne soient pas destinés à être revendus, ni transformés en œuvres de leur profession, pourvu toutefois qu'ils aient quelque rapport avec leur industrie et cela en vertu de l'article 638 du Code de commerce.

Les artisans, au contraire, qui ne sont pas des commerçants, ne sont pas soumis à la présomption de commercialité ; s'ils achètent des outils nécessaires à leur métier, ces marchés ne peuvent être déclarés commerciaux.

8° Au point de vue des livres de commerce.

La loi oblige les commerçants, et non les artisans, à la tenue de certains livres où ils doivent relater les différents faits de leur vie commerciale.

Ces livres sont : le livre journal, le livre des copies de lettres et le livre des inventaires.

9° Au point de vue de la patente.

Les commerçants sont, en principe, soumis à l'impôt de la patente. La patente est composée de deux éléments : un droit fixe et un droit proportionnel.

Les professions assujetties au droit fixe sont rangées, d'après la loi du 15 juillet 1880, en trois tableaux.

Le tableau A comprend un certain nombre de personnes telles que les marchands en gros, en demi-gros et en détail, etc.

Le tableau B comprend les professions appartenant au haut commerce.

Le tableau C comprend les industries.

Quant au droit proportionnel, c'est une taxe portant sur la valeur locative des locaux occupés par les patentables.

Les artisans, à la différence des commerçants, sont exempts de l'impôt de la patente. Déjà la loi du 25 avril 1844 avait affranchi de la patente les ouvriers travaillant chez eux ou chez les particuliers, sans compagnon ou apprenti, enseigne, ni boutique, (article 13). La loi du 18 mai 1850, dégrève de moitié certains patentables se livrant, pour leur propre compte, à un travail de fabrication, de confection, etc., etc., sans compagnon, ni apprenti (article 13).

La loi du 4 juin 1858 étend le bénéfice de la loi du 25 avril 1844 (article 13), aux ouvriers travaillant pour leur propre compte et avec les matières qui leur appartiennent, sans compagnon, apprenti, enseigne, ni boutique.

La loi du 2 juillet 1862, plus libérale encore, exempte de patente les ouvriers ci-dessus qui ont enseigne ou boutique, s'ils réunissent les autres conditions, c'est-à-dire s'ils travaillent sans compagnon, ni apprenti. La loi du 2 août 1868 (article 3) déclare que le fait de travailler avec un apprenti âgé de moins de 16 ans, n'exclut pas les personnes ci-dessus du bénéfice de l'exemption de patente.

La loi du 15 juillet 1880 (article 17) déclare exempt de patente, l'ouvrier qui travaille, soit à façon, soit pour son propre compte avec des matières à lui appartenant qu'il ait ou non enseigne ou boutique, si toutefois cet apprenti a moins de 16 ans, ou encore si cet ouvrier n'est pas assisté de compagnons ou d'autres apprentis. La loi du 17 juillet 1889 exempte de patente les fabricants exclusivement à façon (1).

L'artisan ne paie donc pas patente, quel que soit le tableau dans lequel est rangée sa profession, pourvu qu'il travaille sans compagnon ni apprenti. Mais il ne faut pas assimiler au compagnon ou à l'apprenti la femme qui travaille avec son mari, ni le fils célibataire qui coopère à l'œuvre paternelle, ni même le simple manœuvre dont l'aide est indispensable à l'exercice de la profession de l'artisan.

(1) D. 90, 4, 71.

Le point de savoir ce qu'il faut entendre par simple manœuvre, se résume à une question de fait. Ainsi si l'on ne peut pas assimiler à de simples manœuvres l'aide d'un charpentier à façon (1) ou encore les femmes employées par un blanchisseur de linge, il faut au contraire considérer comme tel, le petit-fils, âgé de 14 ans, d'un maréchal ferrant qui emploie celui-ci à tenir le pied des chevaux (2).

On ne doit pas accorder l'exemption de patente en dehors des cas où la loi l'admet. C'est pourquoi il faut la refuser au maréchal ferrant qui a comme aide un domestique, alors même que ce dernier serait employé, la plupart du temps, à la culture de ses terres (3).

Mais il importe de ne pas interpréter la loi d'une façon trop rigoureuse : l'exemption de patente peut être accordée à l'artisan qui, travaillant seul d'une façon générale, emploie, par hasard, un ouvrier ou un apprenti (4).

Par contre, dès que l'artisan devient commerçant, il est, comme ce dernier, soumis à la patente : tel est le cas du sabotier qui, non content de vendre des sabots faits par lui, spécule, en outre, sur l'achat de chaussons pour les revendre (5).

(1) Conseil d'Etat, 29 juillet 1868, recueil du Conseil d'Etat, année 1868, p. 825.

(2) Conseil d'Etat, 4 juin 1870, recueil du Conseil d'Etat, année 1870, p. 709.

(3) Conseil d'Etat, 17 mai 1854, D. 54, 3, 72.

(4) Conseil d'Etat, 19 décembre 1879, D. 80, 3, 50.

(5) Conseil d'Etat, 4 juillet 1868, recueil du Conseil d'Etat, année 1868, p. 774.

§ 4. — *Règles applicables aux actes de commerce que font les artisans.*

L'artisan peut fort bien faire accidentellement plusieurs actes de commerce, sans en faire sa profession habituelle. Il sera néanmoins intéressant, dans cette hypothèse, de connaître dans quels cas l'artisan accomplira des actes de commerce, et dans quels autres il ne produira que des actes civils. Car la distinction entre les actes de commerce et les actes civils est importante à différents points de vue.

1° Pour déterminer la juridiction à saisir.

D'après l'article 631 du Code de commerce, les tribunaux de commerce connaissent des contestations relatives aux actes de commerce entre toutes personnes. Donc, alors que les contestations relatives aux actes civils sont de la compétence du tribunal civil, les contestations relatives aux actes de commerce sont de la compétence du tribunal de commerce.

2° Pour l'attribution de la qualité de commerçant.

D'après l'article 1^{er} du Code de commerce, « sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ». C'est aux actes de commerce que l'on reconnaît le commerçant.

3° Pour la preuve.

En matière de preuves, la loi commerciale apporte

de nombreuses dérogations au droit civil. En matière civile, le juge a bien une certaine liberté pour assurer sa conviction, mais le principe est qu'il doit se conformer à un système de preuves légales. Ce système est basé sur la prédominance donnée à la preuve littérale sur la preuve testimoniale. Au-dessus d'une valeur de 150 francs, la rédaction d'un écrit est exigée ; à défaut d'écrit, la preuve par témoins et les présomptions de l'homme ne sont pas admissibles. L'exclusion de la preuve par témoins et des présomptions de l'homme, en obligeant à dresser un écrit pour chaque opération commerciale, aurait nui à la célérité si nécessaire dans les opérations de commerce. C'est pourquoi, le législateur obéissant à une tradition très ancienne, a admis pour le juge une liberté absolue relativement à la preuve, en matière commerciale.

L'article 109 du Code de commerce consacre, pour les achats et ventes, cette règle qui doit être étendue à toute opération commerciale.

Le Code civil pose lui-même le principe de la liberté absolue des preuves, en matière commerciale, dans les articles 1341 et 1353.

4^o Pour l'application des usages commerciaux. Loi du 13 juin 1866.

D'après l'article 1135 du Code civil, « les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après la nature ».

« Ce qui est ambigu, dit l'article 1159, s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé. »

L'article 1160 exprime la même idée : « On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles ne soient pas exprimées. »

Ces articles, conçus en termes généraux, s'appliquent plutôt aux affaires commerciales qu'aux affaires civiles, car c'est surtout en matière commerciale qu'il se forme des usages faciles à constater, que tout le monde peut connaître, et sur lesquels il n'est pas nécessaire de s'expliquer dans les transactions, pour qu'ils obligent les parties.

L'article 1873 nous fournit un argument direct : « Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce, que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages du commerce. »

5° Pour les règles du gage.

Les dispositions du Code civil, contenues dans les articles 2073 et 2083, s'appliquent au gage commercial comme au gage civil. Ainsi, les règles sur la capacité des parties et sur les choses qui peuvent être engagées sont identiques, que le gage soit commercial ou qu'il soit civil. Les droits du créancier sont les mêmes, dans l'un et dans l'autre cas : droit de rétention, droit de faire vendre aux enchères et privilège sur le prix. Mais il y a des différences entre le gage commercial et le gage civil, au point de vue des formes de la constatation du gage et des formes et conditions de sa réalisation.

6° Pour la fixation du taux de l'intérêt.

D'après la loi du 7 avril 1900, le taux de l'intérêt légal est de 4 % en matière civile, et de 5 % en

matière commerciale. La loi du 3 septembre 1807, abrogée par la loi de 1900, avait établi un taux de 5 % en matière civile et de 6 % en matière commerciale. Le taux de l'intérêt conventionnel est régi, en matière civile, par la loi du 3 septembre 1807, qui en a fixé le maximum à 5 %, et par la loi du 12 janvier 1886, en matière commerciale, qui l'a rendu illimité.

7° Pour l'application de la peine du faux en écriture de commerce ou de banque.

Le crime de faux en écriture de commerce ou de banque est puni des travaux forcés à temps, alors que le crime de faux en écriture privée n'est puni que de la réclusion (1).

8° Au point de vue fiscal, pour l'application de l'article 22 de la loi de finances des 11-17 juin 1859.

La loi du 22 frimaire de l'an VII soumettait les ventes commerciales à un droit proportionnel de 2 pour cent et les marchés de travaux déclarés actes de commerce à un droit de 1 pour cent, quand ces opérations étaient constatées par écrit. C'était excessif en matière commerciale ; aussi, n'observait-on jamais les formalités de l'enregistrement. Et, en cas de procès, les parties pour éviter de payer les droits, prétextaient qu'elles avaient fait une simple convention verbale.

Cet état de choses amena la disposition suivante :
« Les marchés et traités réputés actes de commerce, par les articles 632, 633 et 634 du Code de commerce,

(1) Articles 147 et 150 du Code pénal.

faits et passés sous signature privée et donnant lieu au droit proportionnel, suivant l'article 69, page 3, n° 1, et page 5, n° 1, de la loi du 22 frimaire de l'an VII, seront enregistrés provisoirement moyennant un droit fixe de deux francs (1) et les autres droits fixes auxquels leurs dispositions peuvent donner ouverture, d'après les lois en vigueur. Les droits proportionnels édictés par ledit article seront perçus lorsqu'un jugement portant condamnation, liquidation, collocation ou reconnaissance, interviendra sur ces marchés ou traités ou qu'un acte public sera fait ou rédigé en conséquence, mais seulement sur la partie du prix ou des sommes faisant l'objet soit de la condamnation, liquidation, collocation ou reconnaissance, soit des dispositions de l'acte public. »

(1) La loi du 28 février 1872 a élevé à 3 francs le droit fixe de 2 francs, auquel fait allusion la loi de 1859.

CHAPITRE IV

Rapports entre l'artisan et les tiers.

PREMIÈRE SECTION

RÈGLES GÉNÉRALES

§ 1^{er} — *L'artisan est un entrepreneur d'ouvrage.*

L'artisan est un entrepreneur d'ouvrage.

« Le contrat d'entreprise est celui par lequel une personne se charge d'accomplir pour une autre un travail déterminé, moyennant un prix calculé d'après l'importance du travail (1). »

La différence qui sépare ce contrat du louage de travail est que, dans le louage de travail, la rémunération de l'ouvrier est proportionnelle au temps em-

(1) Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, n° 1947.

ployé, au lieu d'être fixée d'après l'importance de l'ouvrage. Le louage d'ouvrage de l'artisan peut présenter deux variantes, suivant que la matière est fournie par le maître ou par lui.

PREMIER CAS. — *La matière est fournie par l'artisan.* — Ainsi, je conviens avec un menuisier que, pour une certaine somme, j'aurai de lui une table d'une forme et d'une dimension de tant, faite avec du bois que je le charge de se procurer. Cette convention, dit-on, dans une première opinion, n'est autre que la vente d'une chose à faire, que l'article 1711 du Code civil laisse soupçonner : « Les devis, marchés ou prix faits pour l'entreprise d'un ouvrage, moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait. » C'est donc qu'il y a vente quand la matière appartient à l'entrepreneur d'ouvrage, à l'artisan dans notre cas. Aussi l'article 1788 applique-t-il dans cette hypothèse les principes de la vente : « Si dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose. »

L'article 651 du Code civil allemand se prononce dans le même sens que notre article 1788. « Si l'entrepreneur s'oblige à faire l'ouvrage au moyen d'une matière à fournir par lui, il doit livrer la chose confectionnée au maître et lui en procurer la propriété. Pareil contrat se règle d'après les dispositions sur la vente..... Si l'entrepreneur s'oblige seulement

à la fourniture de matériaux ou d'autres choses accessoires, l'on applique exclusivement les dispositions sur le contrat de travail. »

Le contrat par lequel un artisan s'engage à donner au maître un objet confectionné avec des matériaux par lui fournis est donc une vente conditionnelle : la condition est réalisée quand l'artisan a présenté au maître une chose bien confectionnée et les risques sont à la charge du maître dès qu'il a vérifié et agréé l'ouvrage. Si l'article 1788 met les risques à la charge du maître au moment de la livraison, c'est que, la plupart du temps, c'est à ce moment-là que le maître agréé et vérifie l'ouvrage.

L'article 644 du Code civil allemand fait supporter les risques par l'entrepreneur jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Si le maître est mis en demeure par l'artisan de recevoir la chose, les risques passent à la charge du maître avant la livraison, la condition étant réputée accomplie, lorsque celui obligé sous cette condition en a empêché l'accomplissement par son fait (1).

Si la chose périt avant la vérification et l'agrément du maître, l'artisan perd sa matière et le prix de son travail. L'opinion qui voit, dans la convention passée entre l'artisan qui procure la matière et le donneur d'ouvrage, une vente et non un louage d'ouvrage, est l'opinion traditionnelle qui s'appuie sur le texte même de l'article 1711 et sur les travaux préparatoires du Code civil.

Un second système déclare que même dans l'hy-

(1) Voir l'art. 1788 du Code civil.

pothèse où l'artisan fournit à la fois la matière première et son travail, il y a louage d'ouvrage. L'article 1711 paraît exprimer qu'il n'y a louage d'ouvrage que dans la convention où le maître procure à l'artisan la matière première, mais l'article 1787 met aussitôt sur la même ligne le cas où la matière première appartient à l'entrepreneur et le cas où elle est la propriété du maître. Il est vrai que le projet de l'article 1787 contenait deux paragraphes qui établissaient une distinction entre les deux hypothèses visées par notre article, pour déclarer qu'il n'y a louage d'ouvrage que dans l'une des deux, mais pourquoi en tirer argument, puisque le texte du projet de l'article 1787 n'a pas passé dans la rédaction définitive de cet article.

D'ailleurs, en bonne logique, dans le contrat d'entreprise, ce que les parties ont en vue, c'est le travail à faire; la matière n'est que l'accessoire. Si, cependant, dans ce contrat comme dans la vente, il y a transfert de propriété, c'est néanmoins le travail qui en est l'objet principal.

La jurisprudence semble se conformer à ce système (1) qui concorde, comme nous l'avons dit précédemment, avec l'opinion d'après laquelle l'artisan qui achète la matière première pour la revendre travaillée et mise en œuvre, ne fait acte de commerce que s'il spéculé sur la revente.

Mais, là encore, la jurisprudence admet qu'il y a entre l'artisan et le donneur d'ouvrage, une conven-

(1) Cassation, 15 janvier 1897, D. 1897, 4, 89.

tion mixte qui tient à la fois de la vente et du louage (1).

Quelle que soit la solution que l'on adopte, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y a louage d'industrie lorsque l'artisan ne fournit que quelques accessoires. C'était déjà la théorie de Pothier. « Lorsque j'envoie chez mon tailleur de l'étoffe pour en faire un habit : quoique le tailleur, outre sa façon, fournisse les boutons, le fil, les doublures et les galons, notre marché n'en sera pas moins un contrat de louage, parce que l'étoffe que je fournis est ce qu'il y a de principal dans un habit. »

DEUXIÈME CAS. — *La matière est fournie par le maître.* — L'artisan travaille alors sur matière à lui confiée et les règles à appliquer, au point de vue des risques, sont contenues dans les articles 1789 et 1790 du Code civil.

Distinguons trois hypothèses avec ces articles :

Première hypothèse. — La chose périt par la faute de l'artisan. Ce dernier en doit la valeur au maître qui peut, en outre, lui réclamer des dommages et intérêts.

Deuxième hypothèse. — La chose périt par cas fortuit. L'artisan n'est pas responsable des cas fortuits : il est débiteur d'un corps certain, or *debitor certæ speciei ejus interitu liberatur* ; le maître, dans cette hypothèse, supportera les risques de la perte de l'objet, à quelque époque qu'elle ait lieu.

(1) *Vid. supra*, p. 65.

La preuve du cas fortuit allégué est à la charge de l'artisan. Le maître peut, s'il le veut, déclarer et prouver qu'il n'y a pas cas fortuit, mais qu'il y a faute de l'artisan. En ce cas, ce dernier supportera les risques.

L'ouvrier perdra-t-il le prix du travail accompli lors du cas fortuit? Tout dépend de l'époque à laquelle survient le cas fortuit. La perte de l'objet, par cas fortuit, a-t-elle lieu après réception et agrément de l'ouvrage par le maître, l'artisan a droit à la somme convenue entre lui et son donneur d'ouvrage; survient-elle, au contraire, avant ce moment, l'artisan ne recevra rien. Cette décision s'explique, en ce sens, que l'artisan ne mérite un salaire qu'autant qu'il présente un ouvrage bien fait. Or, dans le cas de perte par cas fortuit, l'artisan ne présente rien à l'agrément du maître, il ne mérite donc rien.

Troisième hypothèse. — Que décider dans le cas où la chose périt par son propre vice? Ainsi, c'est une pierre qui se brise sous l'effort du travail parce qu'elle a une veine. Dans cette hypothèse, le maître perd la matière et l'artisan reçoit son salaire.

Mais si l'artisan avait commis la faute, ignorant le vice de la matière, de n'en avoir pas prévenu le maître, il n'aurait pas le droit d'exiger de ce dernier le prix de son travail; celui-pourrait par contre lui réclamer des dommages et intérêts.

En tant qu'entrepreneur d'ouvrage, l'artisan répond du fait des ouvriers qu'il emploie (1) ou de son apprenti.

(1) Voir l'art. 1384 du Code civil.

L'article 831 du Code civil allemand porte une disposition analogue : « Celui qui charge une autre personne d'une besogne est obligé à la réparation du dommage, que cette personne cause injustement à un tiers, dans l'exécution de cette besogne. L'obligation de réparer n'a pas lieu, lorsque le maître, dans le choix de la personne commise, et en tant qu'il doit fournir des appareils ou outils, ou diriger l'exécution de la besogne, dans cette fourniture ou dans la direction, a pris les soins requis dans la vie ordinaire ou lorsque le dommage serait également arrivé, malgré ses soins, etc. »

§ 2. — *L'artisan, en sa qualité d'entrepreneur d'ouvrage, est-il soumis à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail?*

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail porte que « les accidents survenus dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, etc... »

La loi de 1898 distingue l'entreprise commerciale, qui n'est soumise qu'exceptionnellement à la loi, de l'exploitation industrielle, qui l'est toujours. La dif-

ficulté est de savoir si l'artisan, qui est un petit industriel et qui, à cet égard, peut avoir habituellement quelques compagnons ou apprentis, sans perdre pour cela sa qualité d'artisan, est assujetti au risque professionnel. Il faut faire à ce sujet une distinction. Les artisans dont la profession se rapporte aux industries énumérées dans le paragraphe 1^{er} de notre article, telles que l'industrie du bâtiment, sont, sans aucun doute, soumis aux risques professionnels. Il en est ainsi notamment pour les menuisiers ou les charpentiers. Quant aux autres artisans, tels que les cordonniers ou les tailleurs, bien qu'ils transforment la matière première pour la rendre conforme aux besoins du consommateur et bien qu'ils soient, eux aussi, des industriels, il est admis en doctrine qu'il ne faut pas les assujettir tous à la loi de 1898. Ce qui a pour résultat de laisser plusieurs artisans dans l'incertitude sur le point de savoir si la loi leur est ou non applicable. En pratique, la question est pendante, les tribunaux n'ayant pas encore eu à se prononcer sur la question.

En outre, l'artisan, bien que travaillant seul d'une façon générale, peut cependant utiliser accidentellement, dans un moment de presse, le concours de quelques personnes. Faudra-t-il alors lui appliquer la loi de 1898 si un accident survient à l'un de ses aides au cours du travail ? Il faut répondre négativement. L'article 1^{er}, *in fine* de la loi du 9 avril 1898, porte en substance qu'il ne faut pas transformer en patron malgré lui, l'ouvrier qui, par hasard, a recours à l'un de ses camarades. Cette disposition a été ajoutée à l'article 1^{er} de notre loi sur un amendement de

M. le sénateur Baudens, conçu en ces termes : « Je viens vous demander de ne pas transformer un simple ouvrier, par le fait de votre loi, en un patron malgré lui. La plupart d'entre vous habitent la campagne. Si vous avez à faire une réparation à un bâtiment de ferme, à une toiture, vous envoyez chercher le charpentier du village et vous lui montrez le travail. Il répond : Je ne peux pas le faire tout seul. Il y aura des pièces un peu lourdes à remuer. Je vais aller chercher un ou deux camarades pour m'aider. Il va les chercher, en effet, et les dirige nécessairement, puisque c'est lui qui a fait l'entreprise et en règle l'exécution. Vous n'avez à faire qu'à lui. C'est un patron, si vous voulez, mais un patron accidentel. C'est lui seul, en tout cas, que vous payez et qui dirige ses ouvriers (1). »

DEUXIÈME SECTION

CAS SPÉCIAUX

§ 1^{er} — *Règles à appliquer dans le cas où l'artisan fait un objet mobilier avec la matière d'autrui.*

L'article 570 du Code civil tranche une difficulté.
Un artisan fait un objet avec une matière première

(1) Sénat, séance du 20 mars 1896. *Journal Officiel* du 21 mars 1896, Débats parlementaires, Sénat, 1896, p. 285.

qui ne lui appartient pas; à qui sera l'objet, au propriétaire de la matière ou à l'artisan? La solution de cette question a soulevé une controverse en droit romain. D'après les Proculiens, l'objet né du travail de l'artisan devait appartenir à celui-ci, la matière première ayant, disaient-ils, complètement disparu. Les Sabinien, au contraire, prétendaient que la matière première, bien que transformée par le travail de l'ouvrier, n'était que modifiée, qu'elle subsistait dans ses principaux éléments, et que, par conséquent, c'était au propriétaire de la matière que devait appartenir l'objet. Une troisième opinion faisait la distinction suivante : la matière première travaillée par l'artisan peut-elle revenir à sa première forme, c'est le propriétaire de la matière qui sera propriétaire de l'objet; mais si la matière première ne peut pas revenir à son état primitif, l'artisan deviendra, par contre, propriétaire de l'objet. Cette opinion semblait à Pothier la plus équitable. Chez nous, c'est le système des Sabinien qui l'a emporté : « Si un artisan ou une personne quelconque, porte l'article 570 du Code civil, a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre. »

Mais « si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie serait alors réputée la partie principale et l'ouvrier aurait

le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire (1). »

§ 2. — *La lésion n'est pas, en principe, une cause de rescision des conventions passées par le mineur artisan.*

« La lésion est le préjudice qu'éprouve l'une des parties dans un contrat à titre onéreux à raison de l'inégalité de valeur existant entre les prestations réciproques des contractants (2). »

La lésion n'est une cause de rescision des conventions passées par le majeur que dans le partage qui est rescindable pour lésion de plus du quart (3), et dans la vente d'immeubles qui est rescindable pour lésion de plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur (4).

Pour les mineurs, la lésion est une cause générale de rescision des conventions. Un mineur fait-il une convention qui dépasse les limites de sa capacité, il peut la faire tomber en prouvant qu'il a été lésé, d'une façon quelconque. Et cependant aux termes de l'article 1308 du Code civil : « Le mineur commerçant, banquier ou artisan, n'est pas restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art. » Cette disposition spéciale,

(1) Art. 571 du Code civil.

(2) Baudry-Lacoutinier. *Précis de Droit civil*, 4^e éd., t. II, p. 571.

(3) Art. 887 du Code civil.

(4) Art. 571 du Code civil.

en faveur du mineur artisan, a pour but d'éviter les complications de chaque jour, qu'aurait entraînées la nécessité pour un artisan, dans ses relations avec sa clientèle, de faire à chaque instant arbitrer son salaire à dire d'experts, sous prétexte de lésion.

Il faut supposer que le mineur qui est capable en fait d'exercer un métier, sera assez éclairé pour savoir se diriger dans les diverses opérations que réclame son industrie.

Et cependant, les formalités protectrices qui accompagnent l'exercice de la profession du mineur commerçant font défaut au mineur artisan. Mais, de deux choses l'une, ou le mineur artisan est émancipé, il a alors la capacité nécessaire pour accomplir les actes que nécessite sa profession ; ou il n'est pas émancipé, auquel cas il faut, pour que l'article 1308 du Code civil lui soit applicable, que, selon l'opinion de M. Demolombe, il soit assisté de ceux sous l'autorité desquels il est placé.

L'article 112 du Code civil allemand contient une disposition analogue à l'article 1308 du Code civil français. « Si le représentant légal autorise le mineur, avec l'approbation du tribunal des tutelles, à exercer seul une profession lucrative (1), ce mineur est capable, sans limite, pour tous les actes juridiques que comporte cette profession, etc. »

(1) Il faut entendre par profession lucrative toute manifestation d'activité susceptible d'apporter le gain : commerce, industrie, arts manuels, etc.

§ 3. — *Règles relatives aux actes sous seing privé contenant une promesse unilatérale, ayant pour objet une somme d'argent ou une chose appréciable, quand le souscripteur est un artisan.*

Les actes sous seing privé qui contiennent une promesse unilatérale, ayant pour objet une somme d'argent, sont soumis à des règles particulières énumérées par l'article 1326 dans les termes suivants : « Le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit ; ou du moins, il faut, qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un bon ou un approuvé portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose. Excepté dans le cas où l'acte émane de marchands, artisans, laboureurs, vigneron, gens de journée et de service. »

Cette disposition a pour but d'empêcher l'abus des blancs seings, comme aussi de prévenir la fraude et les faux.

L'article 1326 renferme une disposition d'une portée générale : en principe, toute personne souscrivant une promesse unilatérale de donner une somme d'argent ou une chose appréciable en argent, doit se conformer à ses exigences. Mais la partie finale de notre article apporte à la règle du bon ou approuvé des exceptions en faveur d'un certain nombre de personnes, parmi lesquelles figurent les artisans.

Les artisans font partie d'un groupe d'individus qui constitue la classe la plus nombreuse, mais aussi la plus inexpérimentée de la population. Ce serait surtout ce groupe qui aurait besoin de la protection de la loi et c'est lui que la loi écarte. Les rédacteurs du Code civil expliquent cette anomalie en donnant une raison qui tend de plus en plus à disparaître, à savoir que, parmi les personnes mentionnées dans la finale de l'article 1326, au nombre desquelles se trouvent les artisans, beaucoup savent signer qui ne savent pas écrire. C'est pourquoi il était difficile d'obliger ces personnes à se conformer à la règle générale sans leur imposer, du même coup, les formalités de l'acte notarié.

La loi excepte des formalités du bon ou approuvé les artisans. Cette dispense ne s'applique qu'aux personnes ayant les qualités énoncées au moment de la souscription de l'acte. On trouve cependant des arrêts en sens contraire. Il a été, en effet, jugé que celui qui a été successivement maçon et porteur d'eau est dans l'exception contenue dans l'article 1326 du Code civil, eut-il même quitté ces deux professions lors de la souscription de l'obligation (1).

Il ne faut pas non plus tomber dans un excès contraire qui consisterait à s'arrêter avec trop de rigueur, pour l'interprétation de l'article 1326, au moment précis où un individu souscrit une promesse. On devrait donc déclarer encore, dans l'exception de l'article 1326 *in fine*, la personne qui viendrait de quitter son métier d'artisan.

(1) Paris, 18 février 1806. Cet arrêt est rapporté dans la J. G. de Dalloz. Vo Obligation, p. 889, note 3.

Il a été jugé que le billet souscrit par un tisserand qui n'avait pas fait précéder sa signature du bon ou approuvé, est néanmoins valable, bien que ce tisserand eût manifesté, au préalable, l'intention de changer d'état si aucun acte extérieur n'avait montré son intention à son égard (1).

La femme mariée suit la condition de son mari, mais peut avoir une profession distincte de la sienne. En général, la femme mariée n'a aucune profession : la femme d'un artisan n'est pas réputée avoir la qualité de son mari. Dès lors, l'exception de la disposition finale de l'article 1326 n'est pas applicable à la femme d'un artisan.

(1) Rennes, 24 janvier 1818. Dalloz, *Jur. Gen.* Vo Obligation, n° 4146.

Vu :

E. BAILLY.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 2 juin 1902,

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

Correspondant de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE

ALAUZET. *Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale*, 3^e édition.

Annales de droit commercial.

BÉDARRIDE. *Commentaire du Code de commerce*, 2^e édition.

BESLAY. *Commentaire du Code de commerce : Des commerçants.*

BOISTEL. *Précis de droit commercial*, 2^e édition.

CAILLAUX. *Les impôts en France.*

Code annoté de procédure civile de Dalloz et Vergé.

Code de commerce annoté de Dalloz.

DALLOZ. *Répertoire et supplément.*

P. LEROY-BEAULIEU. *Traité d'économie politique.*

LYON-CAEN et RENAULT. *Traité de droit commercial.*

MASSÉ. *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, 3^e édition.

MOLINIER. *Traité de droit commercial.*

L. NOUGUIER. *Des tribunaux de commerce.*

— *Des commerçants.*

OFFICE DU TRAVAIL. *La petite industrie.*

Pandectes françaises.

PARDESSUS. *Cours de droit commercial.*

PLANIOL. *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e édition.

RUBEN DE COUDER. *Dictionnaire de droit commercial.*

THALLER. *Droit commercial*, 2^e édition.

ERRATA

Page 15, 2^e ligne de la note 1, au lieu de : *D. 59, 1200*, lire : *P. 59, 1200*.

— 59, 2^e ligne de la note, au lieu de : *1893, p. 3*, lire : *1893, p. 3*.

— 90, 8^e ligne, au lieu de : *la rémunération de l'ouvrier et proportionnelle*, lire : *est proportionnelle*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Définition de l'artisan</i>	9
CHAPITRE II. — <i>Séparation de l'artisan et de l'ouvrier</i> . .	19
§ 1 ^{er} . — Ressemblances et différences entre l'artisan et l'ouvrier.	19
§ 2. — Intérêt de la distinction entre artisans et ouvriers.	24
CHAPITRE III. — <i>Séparation de l'artisan, du manufacturier et du commerçant</i>	37
1 ^{re} section. — Séparation de l'artisan et du manufacturier.	37
§ 1 ^{er} . — Définition de l'entreprise de manufactures. . .	37
§ 2. — L'artisan n'est pas un entrepreneur de manufac- tures	40
§ 3. — Comment l'artisan devient-il manufacturier ? . .	44
§ 4. — Intérêt de la distinction entre artisans et manu- facturiers	45
2 ^e section. — Séparation de l'artisan et du commerçant. .	46
§ 1 ^{er} . — L'artisan n'est pas un commerçant.	46
§ 2. — Comment l'artisan devient-il commerçant ? . . .	50

§ 3. — Intérêt de la distinction entre artisans et commerçants.	74
§ 4. — Règles applicables aux actes de commerce que font les artisans.	86
CHAPITRE IV. — <i>Rapports entre l'artisan et les tiers.</i> . .	91
1 ^{re} section. — Règles générales.	91
§ 1 ^{er} . — L'artisan est un entrepreneur d'ouvrage . . .	91
§ 2. — L'artisan, en sa qualité d'entrepreneur d'ouvrage, est-il soumis à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail ?	97
2 ^e section. — Cas spéciaux.	99
§ 1 ^{er} . — Règles à appliquer dans le cas où l'artisan fait un objet mobilier avec la matière d'autrui. . .	99
§ 2. — La lésion n'est pas, en principe, une cause de rescision des conventions passées par le mineur artisan	101
§ 3. — Règles relatives aux actes sous seing privé, contenant une promesse unilatérale, ayant pour objet une somme d'argent ou une chose appréciable, quand le souscripteur est un artisan.	103
BIBLIOGRAPHIE.	107







